N° 58 — 8e Année

Défense de l'Occident

JANVIER 1959

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger. Permanence, le mercredi de 18 h. 30 à 20 h. 30.

Abonnement. — 1 an : 1.500 fr. ; Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue ***DÉFENSE DE L'OCCIDENT*** à partir du N° ____

NOM ______________________

PRÉNOM ______________________

ADRESSE ______________________

____

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.500 fr.
Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5°, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

LE RÈGNE DE LA BUSE

J'ai souvent entendu le Suédois Per Engdahl — c'est le président du Mouvement Social Européen — soutenir l'idée qu'un des danger graves qui menacent l'avenir de l'Occident est le règne des technocrates. Je hochais la tête en silence à ces propos, croyant à une douce manie nordique de mon interlocuteur et persuadé que l'Occident courait bien d'autres dangers plus pressants. C'est moi qui avais tort. Le vol des technocrates s'est fort bien abattu sur nous, comme un vol de buses, croit-on d'abord, mais peut-être, en réalité, comme un vol de vautours, si l'on y réfléchit un peu plus. Car la sottise n'explique pas tout. La sottise a des racines.

Un mot sur les élections d'abord, car ces élections commandent tout. Elles ont été un raz-de-marée, a-t-on dit : c'est vrai. Elles ont trompé tous les calculs : c'est vrai, à commencer par les miens. Les situations locales les plus fortes ont été balayées, les lois les plus vérifiées ne se sont pas appliquées, la tornade a amplifié d'une façon imprévisible les injustices fondamentales de la mécanique électorale : et la représentation actuelle du pays est une caricature, c'est vrai et on ne peut rien dire contre tout cela. Tout le monde trouve naturel que les communistes aient 4 millions de voix et 10 députés, personne ne trouve celà inquiétant, grave et profondément malhonnête, et même les gens profonds se trouvent très malins. Ainsi plébiscité, le gouvernement actuel a plus de pouvoir que n'en avait Pétain, lequel se plaisait à constater qu'il en avait plus que Louis XIV. Bon. Et qu'est-ce que tout cela signifie ? Que l'opinion en avait assez du Système et des hommes du Système et des procédés du Système et qu'elle voulait à tout prix quelque chose d'autre. C'est Poujade qui

a gagné les élections par personne interposée — mais malheureusement tout est dans la personne — c'est son slogan « Sortez les sortants » qui a été ratifié, c'est *Rivarol* qui devrait pavoiser et se transformer en quotidien.

Seulement, comme dans le conte de Perrault, il y a la baguette de la fée Carabosse. Toute cette ovation est annulée par un attouchement magique, toute cette volonté s'évapore comme l'eau d'une marmite renversée, parce que le pouvoir qu'on a ainsi plébiscité a d'abord sauvé le Système, a gardé le plus qu'il a pu les hommes du Système et surtout, ce qui n'est apparu qu'à la lumière de sa politique économique, ne pense, ne gouverne, ne légifère que dans l'esprit du Système, et a répondu à un élan révolutionnaire ou du moins rénovateur de la nation par la plus bête, la plus antique, la plus éculée des formules réactionnaires. Le pays demandait du neuf, on lui donne du Mac-Mahon.

Aux premiers mouvements de cette mécanique, on pouvait percevoir déjà le souffle poussif d'un moteur vieillot. Les premiers pas du néo-gaullisme furent un échec. Dans l'euphorie générale on ne s'en souvient déjà plus. Cet échec a eu lieu pourtant sur un front fondamental et qui commande en réalité toute notre politique, sur le front de l'Afrique du Nord. *Nous sommes en ce moment en Afrique du Nord dans la même situation exactement qu'il y a un an,* nous faisons la guerre par les mêmes méthodes, nous n'avons pas su faire la paix, et, avec la méthode que nous employons pour mener cette guerre, elle durera encore dans dix ans après avoir enseveli deux ou trois régimes. Le nouveau régime appelé pour vaincre n'a pas su vaincre, appelé pour trouver une solution, il n'en trouve aucune, il a manqué d'imagination en stratégie comme en politique et il n'a rien changé en Algérie à ce qu'avaient fait ses prédécesseurs.

Ayant renoncé à monter cette côte sur laquelle les moteurs précédents avaient calé, la nouvelle mécanique s'est mise à se promener sur la terre meuble des mesures de politique intérieure. On l'attendait là avec quelque curiosité. Muni d'immenses pouvoirs, investi d'une confiance sans précédent, trouvant ses adversaires sans réactions et comme anesthésiés, le régime allait pouvoir donner toute sa mesure, montrer son vrai visage. Il se trouvait dans les mêmes conditions que le régime hitlérien en 1934 lorsqu'il réussit le spectaculaire relèvement de l'Allemagne, dans les mêmes conditions que le

fascisme en 1921 lorsqu'il donna une âme nouvelle à l'Italie. Belle occasion pour montrer de l'audace, des idées neuves, un esprit créateur. Le peuple se frotta les yeux en le voyant accoucher de la taxe civique et d'une augmentation de loyer.

Ce n'étaient là que des hors-d'œuvres, on allait bientôt le constater, mais le goût de ces hors-d'œuvres valait la peine d'être noté : ils sentaient le carton vert, le moisi des bureaux, le fruit sec, la pauvreté d'imagination. Ils sentaient aussi la sècheresse administrative, l'indifférence buraucratique qui donne son tour de vis sans savoir ce qu'elle écrase, sans prendre la peine de le regarder. Il y avait du pète-sec et du gabelou dans le procédé. Ce que représente de privations, de difficultés, parfois d'angoisses, ces ultimatums élaborés sous un abat-jour vert, ce sont de petites choses en effet, mais quel homme d'Etat ne met son point d'honneur, sa tendresse pour son peuple à penser à ces effets des mesures qu'il édicte, à les prévoir ? Ici, on sentait au lieu de cette tendresse du souverain, quelque adjudant buraucratique qui *ne veut pas le savoir.*

Il n'y a malheureusement rien d'autre dans l'esprit des mesures de décembre, si ce n'est un choix grave sur les principes : même pauvreté d'imagination, même sécheresse administrative, même indifférence à l'égard du peuple, plus deux choses qu'on n'a pas osé appeler par leur nom, l'alignement le plus timoré sur un conformisme imbécile et une capitulation en rase campagne dans la guerre économique que nous déclarait l'Angleterre. Tout repose sur des principes faux et sur des analyses insuffisantes. On nous saigne à blanc parce qu'on ne trouve rien de neuf. C'est un malheur qui arrive aux gens qui ont le pouvoir sans avoir d'idées.

Qu'est-ce que les mesures de décembre ? C'est tout ce qui traînait depuis dix ans dans les cartons de l'Inspection des Finances mis en ordre par un homme très intelligent. C'est une thèse, une magnifique thèse de bureaucrate, une thèse de sorbonard de la rue de Rivoli. Tout paraît cohérent, logique, tout est aussi vieux, aussi pauvre, en réalité, que les travaux universitaire, et, il est permis de le craindre, infiniment plus fragile. On dévalue — parce qu'il faut bien dévaluer, avec ce cher Marché Commun, le Marché Commun a bon dos — puis on ouvre et on ferme les robinets pour empêcher que les prix ne montent : on nous abrutit d'impôts pour nous empêcher d'acheter, on ouvre les frontières pour établir une concurrence, on promet un franc lourd pour appâter les naïfs.

Toute cette tuyauterie fait merveille. Après quoi, les prix monteront quand même parce qu'on a augmenté tant de postes essentiels que rien ne pourra les empêcher de monter, parce qu'il y aura des grèves, parce qu'il y aura des crises, parce que le gouvernement manipulera en désordre des manettes, parce que personne n'a confiance. Parce que les vieilles poutres du libéralisme craqueront sous la poussée, comme elles ont toujours craqué jusqu'ici, parce que, dans ces vingt réformes, il n'y a pas une idée. C'est le bréviaire de l'économiste distingué, disait Edgar Faure, qui s'y connaît en bluff, en feuilletant ce catalogue. Ce fatras a vingt ans de bouteille, mais MM. les techniciens sont au pouvoir : ils n'auront jamais une si belle occasion de placer leur orviétan.

Le résultat ne fera qu'amplifier, et peut-être avec des effets dramatique, la conséquence jusqu'à présent constante du libéralisme, l'aplatissement du pouvoir d'achat des salariés — et en cette circonstance principalement des cadres et des classes moyennes —, et en revanche l'euphorie des parasites, intermédiaires, commerçants superflus, spéculateurs etc... Tout ce qui vit à la surface des prix, de ce qui s'achète et se revend (avec un honnête courtage) grouillera et prospèrera ; tout ce qui a des revenus fixes pâtira. Cet héroïsme à sens unique de la nation est très bien supporté par nos techniciens. Ils le transforment en phrases sur le « courage » et la « volonté de relèvement » du peuple français. Cette vue théorique se traduira à la base par une décente misère : pas de quoi trouver un appartement, pas de quoi se marier, pas de quoi élever les enfants, pas de quoi acheter une malheureuse 4 CV. d'occasion, pas de quoi aller en vacances, pommes de terre à l'eau et vestons retournés. Seulement par un miracle inexplicable, il y aura encore des Cadillac, des restaurants de luxe et des manteaux de vison. La savante tuyauterie du libéralisme n'a jamais pu éliminer ce contraste. Il est vrai qu'elle ne se le propose pas. Le technicien supporte tout cela aussi aisément que les effets de la taxe civique.

Comment ne pas donner raison aux socialistes quand ils protestent contre les effets cumulatifs de ces mesures choisies sans discernement et sans contre-parties ? Tout ce qu'on peut leur répondre, c'est qu'en réalité ils montent le même cheval, seulement avec plus d'hypocrisie. Mais devant cette droite de forts en thème qui ne comprennent pas quel vent de colère et d'aigreur elle va faire passer sur ce pays, comment ne pas répéter le mot de Guy Mollet sur « la droite la plus bête du

monde » ? On fait payer au peuple une politique qui n'est même pas une politique de grandeur, mais simplement une politique de suffisance. On a inventé tout cela, en réalité, pour habiller de falbalas le vilain mot de dévaluation. C'est une faillite présentée au milieu des éclairs de l'Olympe. Mais ce sont toujours les mêmes qui paient.

Ce sont toujours les mêmes qui paient parce qu'on n'a rien voulu changer à l'esprit du Système. La ruine de notre pays repose sur deux colonnes, les privilèges et les abus. Depuis quinze ans des centaines de milliards ont été détournés, volés à la nation, sous des prétextes innombrables, réparations, reconstruction, travaux inutiles, fournitures à l'Etat, gaspillages, pots-de-vins, scandales de toutes sortes, spéculations : qui a fait rendre gorge à ces pirates de la fortune française, qui l'a seulement essayé ? Des centaines de millions sont cachés à l'étranger. Pourquoi ne demande-t-on pas des explications à leurs propriétaires, qu'on connaît dans la plupart des cas ? Pour un régime nouveau qui veut mettre dans les finances de la rigueur et de la propreté, toutes les grandes fortunes devraient être suspectes. Quiconque possède plus de cinquante millions devrait expliquer par quels services rendus à la communauté il les a gagnés. Des milliards changent de main à chaque dévaluation, au su de tout le monde. Qui a frappé ces spéculateurs ? Pourquoi ne fait-on jamais rien contre eux ? On n'a le droit de demander des sacrifices au facteur et à l'employé de banque que lorsqu'on a imposé aux intermédiaires, aux margoulins et aux trafiquants qui pullulent dans notre pays la restitution des sommes détournés par eux.

Les abus invétérés ne sont pas moindres. Il y a plus de privilèges dans la France d'aujourd'hui que dans celle de l'Ancien Régime, mais ces privilèges sont invisibles. Nos services publics nous coûtent cher à cause des retraites aberrantes et des avantages de toutes sortes consentis par peur et par démagogie. On pouvait supprimer toutes les subventions sans augmenter les prix simplement en ramenant ces anomalies au droit commun. Mais il fallait pour cela autre chose que le courage en carton-pâte dont se gargarisent nos journaux. Des millions de fonctionnaires sont inutiles, leurs postes ont été créés pour complaire à des députés influents; des milliers de charges invraisemblables et bouffonnes pèsent sur le budget, elles sont dues à la faveur, à l'intrigue. On feint d'ignorer tout cela. Comme on s'écarte avec terreur du maquis de la Sécurité Sociale : une remise en ordre énergi-

que de cette caverne eut plus fait pour nous permettre d'affronter le Marché Commun que les mesures spectaculaires qu'on a choisies. La Cour des Comptes publie depuis dix ans des rapports qui sont autant d'actes d'accusation qu'on enferme soigneusement dans les armoires. Le travail de nettoyage aurait dû commencer depuis six mois dans ces écuries laissées derrière elle par la IV[e] République. Mais on a préféré une politique qu'on déclare courageuse et qui est, en réalité, une politique de facilité. Car il est plus facile de serrer la vis pour ceux qui paient déjà que de rechercher ceux qui ont fait fortune et qui continuent à le faire en passant au travers du filet.

Il y a d'ailleurs à cela une raison bien simple, il y a entre le pouvoir actuel et les nantis un contrat tacite : *On lui faisait confiance pour ne pas toucher aux situations acquises.* C'est le sens du soulagement qui a éclaté dans la presse quand on a vu le dénouement des événements du 13 mai. Les réformes de décembre correspondent à l'esprit de ce contrat : elles ont aggravé dramatiquement la situation de ceux qui étaient déjà opprimés, elles n'ont touché à aucun des privilèges ou à aucune des fortunes acquises par quinze ans de démagogie et de détournement des biens de la nation.

Cette politique est donc logique et elle inscrit dans les faits des conséquences que nous avions pu déduire du style du nouveau régime dès le mois de juin. Elle est plus logique encore qu'on ne pense d'abord. Le libéralisme dans lequel le nouveau régime s'est renfermé comme dans une citadelle est lié directement et indissolublement à l'idée démocratique. Il n'est que l'application de la démocratie à l'économie. A ce titre, il reconnaît une liberté totale, et, en particulier, pour les forts, le droit de s'imposer économiquement c'est-à-dire d'écraser les faibles et même de dicter leur conditions à l'Etat. La stricte orthodoxie libérale dit, comme Guizot : « Enrichissez-vous ». Et à ceux qui ne peuvent s'enrichir et que les trusts réduisent en esclavage, elle répond : « Tant pis pour vous ». Le libéralisme c'est Ponce-Pilate. Seulement Ponce-Pilate fait marcher une machine hydraulique avec laquelle il écrase toute la classe des salariés.

Le fascisme, si mal compris ordinairement, est exactement le contraire, et il implique une politique économique qui est tout le contraire des lois de décembre. Le fascisme repose sur l'autorité, c'est-à-dire en économie sur la contrainte. Il ne

permet pas aux riches la libre disposition de leur fortune parce que cette fortune n'est pas la leur, elle est d'abord celle de la nation. Il ne permet pas l'enrichissement des parasites parce que le revenu national appartient d'abord à ceux qui le gagnent par leurs initiatives ou leur travail. Il ne permet pas l'écrasement du salarié parce que le travail est l'unité économique réelle de la nation, et non la monnaie. Il ne s'intéresse pas au libre-échange parce que la nation, ou toute communauté internationale se superposant à la nation, doit avoir pour but de subvenir à ses propres besoins, de s'affranchir de l'étranger et de vivre par conséquent en circuit fermé, hors duquel il n'existe que des opérations de troc de convenance nationale. Cette conception qui fait des grandes entreprises une propriété de la nation confiée à des particuliers, des grandes fortunes un dépôt de la nation qui n'est que la récompense d'une activité créatrice, du travail la base de toute puissance économique et de toute rémunération sociale, de la monnaie un simple système de signes réservé à l'usage interne, et du commerce extérieur une prérogative de l'Etat ou de la Communauté exactement comme l'armée et la diplomatie, est tout le contraire politiquement et économiquement de la démocratie et du libéralisme, car elle repose sur l'autorité et l'efficacité. Le fascisme implique donc une politique de fermeture des frontières continentales et d'expansion intérieure. Il regarde les questions monétaires comme des manipulations secondaires et le travail comme un facteur essentiel. La doctrine économique du fascisme est donc exactement le contraire de la politique d'oppression fiscale des technocrates de décembre. C'est avec des idées neuves et non des fonds de tiroir que le Docteur Schacht a transformé en quelques mois le potentiel allemand.

Cette politique socialiste et nationale suppose évidemment moins de liaison avec les trusts et les grandes banques que n'en ont nos distingués Inspecteurs des Finances : en appliquant leur routine ils savent fort bien qu'ils sacrifient aux trusts les affaires moyennes, mais ils sont royalement payés pour cela. Elle suppose aussi une autre conception de l'Europe que notre conception actuelle. En commencant la construction de l'Europe par l'économie au lieu de la commencer par la politique, on fait de la Communauté Européenne une chasse gardée des grandes banques et des cartels. L'Europe libérale que nous construisons en ce moment, ne sera jamais forte ; elle sera une Europe bâtarde, assujettie à toutes les faiblesses et à toutes les fatalités du capitalisme. La

liberté du Marché Commun, même régularisée par les accords entre firmes et cartels, contient les germes de l'anarchie économique et de la concurrence stérile. Il manque à cet énorme marché le pouvoir régulateur qui lui donnera de l'ordre et de l'efficacité. Là encore les technocrates ont leur arrière-pensée. De ce désordre ils veulent faire surgir leur pouvoir qui sera celui des grandes banques et des trusts, débarrassés par l'écrasement fiscal des entreprises moyennes.

Sous le règne de la buse technocratique nous allons à un appauvrissement des classes moyennes, à une concentration formidable des fortunes et des moyens d'action : par l'intermédiaire d'une orthodoxie en apparence imbécile, on nous conduit en réalité vers un *pharaonisme* secrètement souhaité par tout ce qui gravite autour des grands de de monde.

Je ne demande pas aux hommes qui sont actuellement au pouvoir de faire du fascisme : ils ne savent pas ce que c'est. Mais on peut leur demander au moins d'avoir des idées, de l'imagination, du courage — et d'avoir le respect du peuple qui les a choisis. Il est consternant de penser qu'avec tant de pouvoir, ils n'ont su trouver que des recettes de vieillards assénées à coups de trique. L'amour du peuple est un sentiment qui ne s'apprend pas. Il n'y a pourtant de politique de grandeur qu'avec lui.

Persuadons-nous du reste que la politique de grandeur de « la France seule » n'a plus de sens dans le monde de 1960. Les sacrifices insensés qu'on nous demande et les espoirs utopiques qu'on nous propose n'ont pas plus de sens que les phrases des ordres du jour de juin 1940. C'est l'Europe qui peut devenir une grande puissance ; et c'est dans la construction patiente et résolue d'une Europe forte et dynamique que nous retrouverons, en tant que nation, à la fois le prestige et la prospérité.

Maurice BARDECHE.

Yves JEANNE

LETTRE D'ALGÉRIE

De l'Algérie française à l'Algérie européenne

Nous poserons en premier lieu ce Principe Fondamental : *L'Algérie est et doit rester française.*

En effet du maintien de notre présence dans cette Province, dépend notre liberté d'accès au Sahara et, par delà le Sahara, au continent africain tout entier. Si l'Algérie acquerrait son indépendance, si une quelconque Fédération maghrébine se constituait en Afrique du Nord, nous serions coupés des puits de pétrole d'Hassi Messaoud et d'Edjéleh, des terrains granitiques riches en métaux lourds de l'Afrique Centrale et des massifs sahariens, de l'uranium que de récentes recherches ont permi de déceler dans ces mêmes étendues du désert français.

Dans l'Ensemble économique moderne, l'apport africain est indispensable à l'Europe et celle-ci ne pourra vivre et se développer que dans la mesure où l'Eurafrique deviendra une réalité tangible.

Il se trouve que la France a la chance de conserver sur le Continent Noir une tête de pont d'une importance primordiale tant du point de vue stratégique que politique ou économique. A l'heure où naissent chaque jour de nouvelles républiques nègres, alors que la Tunisie et le Maroc hésitent entre Washington et Moscou, prêts à se vendre au plus offrant, devons-nous céder à une solution de facilité et de paresse et permettre la formation à Alger d'un Etat indépendant, plus ou moins lié (à titre temporaire) à une vague Communauté Française dont les principes et la structure ne sont même pas clairement définis ? En toute conscience, nous n'en avons pas le droit ; le gouvernement qui, dans l'état actuel de faiblesse de notre pays et de désunion de l'Europe, favoriserait ou seulement permettrait cet abandon se rendrait coupable d'un crime inexpiable. Il ouvrirait la

voie à l'anéantissement définitif de la puissance française et européenne, il livrerait le Vieux Continent aux forces adverses ou conjuguées de l'Amérique, des Républiques Soviétiques et de ce bloc afro-asiatique dont les bases ont été jetées à Bandoeng.

Certaines personnes croient au maintien de la prédominance européenne sur d'anciennes colonies devenues indépendantes, mais suffisamment perméables encore à l'influence occidentale. C'est là tout ignorer de la mentalité des peuples orientaux qui, vénérant la Force comme une valeur primordiale, se rangeront toujours du côté de ceux qui la détiennent. Or, aujourd'hui, ce serait folie pour nous de prétendre détenir cette Force ; l'Europe appartient à notre Devenir ; il nous reste à la construire de toutes pièces car. présentement, elle n'existe pas politiquement et, économiquement, les membres associés d'un prétendu Marché Commun, dressés les uns contre les autres pour le maintien de leurs privilèges particuliers, ne sont pas en mesure de fournir aux Fédérations maghrébines ou noires en gestation l'appui matériel et financier que leur proposent nos concurrents américano-soviétiques.

Quant à la puissance culturelle et morale... Sans doute l'Europe porte-t-elle un nom prestigieux servi par des siècles de gloire et de rayonnement, mais celà seul ne remplacera pas auprès des tyranneaux de Tunis, de Conakry ou d'Accra les dollars ou les roubles dont ils ont tant besoin pour « mettre sur les rails » leurs démocraties nouvelles.

Dans le chaos actuel, nous conservons un dernier atout ; cet atout est Français et a nom Algérie ; nous devons être prêts à tous les sacrifices pour le conserver comme le gage, d'abord, d'une maintenance, puis, demain, d'une prédominance nouvelle de notre Culture et de notre Technique.

La France, dernière grande puissance coloniale d'Europe, se doit de réserver ses chances et celles du Continent Blanc en assurant par sa présence politique et militaire en Algérie le libre accès aux ressources sahariennes et centre-africaines ; elle a le devoir, en affirmant sa souveraineté sur sa province d'Algérie, de prouver sa puissance et, ainsi, de se faire respecter des états « décolonialisés », les maintenant dans la dépendance du Monde Occidental.

En contrepartie, cette attitude de notre pays, les sacrifices qu'il aura consentis en vue du mieux-être commun, lui assureront dans l'Europe à venir une place de premier ordre à laquelle il ne pourrait prétendre s'il n'avait à se prévaloir

de ses réalisations africaines et s'il ne pouvait fournir à la construction commune l'appoint de ses ressources algéro-sahariennes.

Et ceci nous conduit à formuler un second postulat d'une valeur fondamentale égale au premier.

La France doit appeler les Etats d'Europe à collaborer à la mise en valeur de l'Algérie et, par delà celle-ci, de l'Afrique et s'engager à mettre en commun au sein de la future Confédération Européenne les ressources du continent noir et de l'ensemble algéro-saharien.

Pour celà, une mutuelle compréhension est nécessaire.

Du côté français, certains « nationalistes » attardés doivent comprendre une fois pour toutes que le temps des petites patries est révolu. Si nous ne nous unissons pas entre peuples de même origine ethnique et de même culture, nous en serons rapidement réduits au rôle de satellite de l'un ou l'autre des deux blocs en présence qui, dans le même temps, se partageront la faveur de nos anciens sujets ou protégés africains. Ce chauvinisme d'un autre siècle nous le retrouvons à plus ou moins forte dose dans des Mouvements ou des Groupements nés sur ces bords de la Méditerrannée un peu avant ou aussitôt après la pseudo-révolution d'Alger. Devons-nous en conclure que les Français d'Afrique du Nord, dans leur majorité, n'ont rien compris aux problèmes de l'heure et que l'échec piteux auquel a abouti le 13 Mai ne les a même pas incités à reviser leurs points de vue en fonction des données nouvelles ? Certains, ici, qui n'ont qu'une confiance relative dans le sens politique de M. de Gaulle se laissent, par contre, prendre au mirage du « Plan de Constantine ». A moins de partager la suffisance du Général « Moi-Même », comment, pourtant, envisager la mise en application de ce Plan d'un point de vue financier pratique ? Où la France, la seule France, pourra-t-elle trouver les centaines de milliards nécessaires à une exploitation rationnelle des ressources algéro-sahariennes et à la mise en place des différents complexes industriels envisagés ? Et encore parlons-nous du seul financement de l'ensemble économique, laissant délibérément de côté les dépenses qu'entraîneraient, sans la moindre compensation, la réalisation des mesures sociales envisagées par le dit Plan, mesures inopérantes, d'ailleurs, en raison de la situation démographique très particulière de la « communauté » musulmane d'Algérie...

Ou la France appellera l'Europe à la réalisation de cette

œuvre immense et, de toute évidence, au dessus de ses moyens, ou elle devra hypothéquer ses biens et les bénéficiaires de l'opération seront ces mêmes Banques et ces mêmes Trusts judéo-anglo-américains qui sont à l'origine de nos difficultés en Afrique du Nord.

C'est pourquoi, au principe d' « Algérie Française » nous devons substituer celui plus réaliste d' « Algérie Européenne » parce que correspondant mieux aux nécessités présentes.

Du côté Européen, nous sommes en droit d'attendre et, au besoin, nous devons exiger, de nos partenaires et de nos associés une plus grande compréhension. Nous sommes prêts à aliéner, au profit de la Communauté Européenne, une partie de notre souveraineté sur ces terres d'Empire mais, en revanche, nous entendons ne plus être discutés par cette Communauté. Nous avons dit pourquoi la seule « Algérie Française » cesserait bientôt d'être viable mais nous savons aussi que l' « Algérie Européenne » puis l'Eurafrique ne seront possibles que dans la mesure où nous « tiendrons » ici pendant le temps nécessaire à la construction de la Nation Europe. Nous jetons un pont entre l'actuel et le futur mais, dès à présent, nous convions nos amis européens à joindre leurs efforts aux nôtres et à nous apporter leurs matériaux pour que ce pont soit plus large et plus solide et qu'il puisse résister aux assauts conjugués de nos adversaires.

Des Européens, parfois, qui confondent la France et son Régime, prêtent une oreille favorable aux revendications arabes ; nous songeons en écrivant celà à certains milieux nationalistes allemands et, dès lors, les renvoyant à ce que nous écrivions plus haut sur la nécessité de conserver l'Afrique à l'Europe, nous faisons appel, par delà tout sentimentalisme, à leur seule raison ; eux qui désirent réunifier leur Patrie, eux qui veulent arracher aux bolcheviques la terre sacrée de leurs ancêtres, comment y parviendront-ils s'ils ne sont pas assez forts pour amener à rémission l'Ours Soviétique ? et comment seront-ils assez forts et pourront-ils imposer leur volonté s'ils ne disposent pas des réserves naturelles de l'Afrique, de ses pétroles et de son uranium ? Mais si la France cède ces réserves indipensables à notre Europe toute entière, ni eux, ni nous, ni aucun autre de nos partenaires de l'Ancien Continent, n'en disposeront plus parce que nos communs ennemis se les seront partagées ; et ils ne pourront pas pour autant se prévaloir des sympa-

thies dont ils jouissent présentement dans le monde islamique parce que Soviets et Américains y régneront en maitres et en auront extirpé jusqu'au souvenir de Rommel, ce seigneur du désert, où des chefs du IIIe Reich dont la politique anti-juive avait ouvert à l'Allemagne tant de cœurs arabes...

***

Il nous reste à déterminer quels dangers la situation actuelle et les risques d' « intégration » qui en découlent pourraient faire courir à la France en se prolongeant ou en se précisant. Ce sera l'objet de notre prochaine étude.

En terminant cet article, nous rappellerons combien nous est apparue dangereuse cette politique d' « intégration » que nous avons condamné ici même, en son principe et en la personne de l'un de ses plus néfastes serviteurs : M. Jacques Soustelle, bien avant les événements d'Alger. Si nous avons voulu démontrer la nécessité du maintien de la France en Algérie nous n'en croyons pas moins nécessaire de préciser que, pour nous, Algérie Française ne signifie en aucun cas « France Algérienne » ; c'est parce que l' « intégration » réclamée, ou pour le moins acceptée, par Alger tendrait vite à cette solution de pourrissement du Continent Blanc que nous nous devons d'appeller l'Europe de tous nos vœux, de toute notre force.

Yves JEANNE.

Pierre FONTAINE

L'ECLATEMENT DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

La V[e] République a poursuivi allègrement l'œuvre d'amenuisement de la France d'outre-mer entreprise par la IV[e]. Le général de Gaulle ayant rendu la situation irréversible, on aurait tort de croire que cet empire de, jadis, 125 millions d'habitants clients du travail français, se reconstituera un jour. Une page de l'Histoire est tournée.

En offrant à des pays occupés le choix de leur destin, il était enfantin de spéculer sur une reconnaissance quelconque.

La Guinée de M. Sekou Touré a choisi la liberté; je ne pense pas qu'on puisse lui reprocher sa décision. Comme l'a dit, pour une fois assez justement M. Mendès-France, il ne fallait pas lui offrir l'occasion de larguer les amarres.

Si Djibouti, les Comores et quelques autres se sont prononcés pour le *statu quo,* le joyau africain continental s'est disloqué en une série de républiques autonomes. Bien sûr, dans la Communauté française. C'est-à-dire tant que les techniciens et l'argent de la France, l'argent surtout, seront nécessaires à la naissance et à l'organisation d'un Etat. On sait ce que « l'indépendance dans l'interdépendance » de la Tunisie et du Maroc est devenue à peine deux ans après l'accession à l'autonomie.

Comme on aura de la peine à persuader l'opinion que le Tchad est plus évolué que l'Algérie, inéluctablement ce qui reste de l'Afrique blanche française suivra l'Afrique noire. Et ce sera justice puisque l'Algérie a voté à 85 pour cent « oui » pour une Constitution qui a permis de disséminer l'Afrique

noire française. Nous n'avons pas fini de payer les lendemains du 13 mai.

Il n'est qu'élémentaire constatation d'écrire que le général de Gaulle est allé beaucoup plus loin que ceux qu'on appelle « les bradeurs d'empire » (Mendès, Mitterand, Edgar Faure, Mollet, July, Savary, etc.) Il y avait deux thèses en présence après le 13 mai : celle des mainteneurs de souveraineté de la France et celle, de « droite » aussi, de lâchage plus ou moins larvé à cause de « l'ingratitude et du coût élevé des investissements coloniaux ».

Nous avons déjà exposé précédemment, pour quelles raisons le haut capitalisme français misait sur l'abandon colonial. Au moment où le continent africain devient une terre de compétition internationale, il était important pour lui que l'autorité métropolitaine (administrative, économique et fiscale) fut mise sur la touche. Tout a été écrit sur les interventions des trusts métallurgiques français en Guinée pour fortifier M. Sekou Touré dans son désir d'indépendance. Nous n'y reviendrons pas. Depuis le 13 mai, jamais les grands affairistes n'ont été aussi puissants et agissants en France. Que les lendemains ne soient pas ceux espérés, c'est une autre histoire.

Le côté troublant de cette extravagante et constitutionnelle aventure africaine est l'entrée directe dans le jeu britannique de l'aide apportée plus ou moins volontairement par la France à une confédération de l'Afrique de l'Ouest sur laquelle elle aurait un contrôle plus ou moins direct. L'indépendance-piège accordée à la Gold Coast (devenue le Ghana) devait cristalliser les désirs de libération des autres pays africains. En se liant au Ghana, la Guinée ex-française a répété la même opération que la « fusion » Egypte-Syrie. Les deux groupements n'ont pas de frontière commune. L'effort logique tendra donc à l'absorption des pays obstacles et limitrophes. C'est le cas pour la République Arabe Unie, ce sera celui du Ghana-Guinée. On ne savait pas le Ghana riche au point d'offrir 12 milliards à la Guinée pour son démarrage... La cavalerie de Saint-George n'a pas mis pied à terre malgré l'embarras public simulé à Londres ; le Foreign Office n'a pas assez réfléchi que si le docteur N'Krumah a un vernis universitaire britannique, M. Sekou Touré sort, lui, de Prague et de Moscou.

Reconnaissons que M. Houphouët-Boigny a mené sincèrement et activement une partie francophile à fond. Cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas eu contre lui d'autres « grands » Français misant sur ses adversaires. La Côte d'Ivoire aurait peut-être opté pour le *statu quo* si, après la Guinée, le Soudan et le Sénégal n'avaient pas choisi « la république ». Sous peine d'être accusée de « faire le jeu du colonialisme français », elle a limité les dégâts en optant aussi pour la formule communautaire. Ceux qui ont lu la Constitution savent que le nouvel état pourra partir à son gré et quand il le voudra de cette communauté qui offre vraiment des facilités surprenantes pour dire *bye-bye* après avoir piqué le maximum de milliards aux contribuables français. On ne rêve pas, 80 pour cent de Français ont approuvé !

La propagande française ne pouvant en aucun cas rivaliser avec la propagande soviétique d'une part et les propagandes anglo-saxonnes de l'autre, l'avenir sera ce qu'il doit logiquement être. Nous ne récriminons pas puisque la majorité du corps électoral en a décidé ainsi.

Il serait enfantin de croire que l'éclatement africain s'arrêtera aux « frontières de l'O.C.R.S. (Sahara) et de l'Algérie. » Nous savons bien que le plan du haut capitalisme vise *l'abandon* de l'Algérie (où toutes les terres ont des propriétaires privés) et *la défense* du Sahara (où 999 pour mille des terres appartiennent à l'Etat, donc aux intrigants des coulisses de la politique). Ajoutons qu'il est des cas de justice immanente où les financiers sont battus, non pas par le suffrage universel, mais par des poussées locales (voir Egypte, Irak, Syrie, etc.). Il y a aussi beaucoup de musulmans en Afrique noire. De plus, où s'arrête et où commence le Sahara avec toutes ces nouvelles républiques à arrière-pays plongeant dans ce Sahara mirifique dont chacune voudra sa légitime part ? En principe, le Sahara, qui veut dire désert, commence à la côte Atlantique pour se terminer au bord de la Mer Rouge ; il existe un Sahara égyptien. L'O.C.R.S. a absorbé des villes sud-algériennes comme Laghouat, Ghardaïa, Colomb-Béchar, etc, qui n'ont jamais été sahariennes. Cet aimable tripotage de la géographie n'a qu'un but : mettre pétroliers et miniers sous une juridiction spéciale. Le nouveau Code pétrolier saharien marque une véritable ségrégation algéro-saharienne outre qu'il confirme le « plan » évoqué plus avant ; il est un danger-indice n° 1 pour l'Algérie.

Danger confirmé par le choix du golfe de Gabès pour l'évacuation, par pipe line et sea line, du pétrole saharien Edjeleh-Tiguentourine-Zarzaitine, de préférence à une évacuation sur un port algérien. Cette voie transtunisienne met les robinets du pétrole franco-anglais du Sahara central à la merci de M. Bourguiba et du F.L.N., qui fait la loi en Tunisie.

Tout cela manque de clarté et masque un certain nombre de calculs à courte et moyenne échéance. Il n'est pas exclu que tout se termine quelque jour dans le scandale, malgré l'U.N.R., malgré la nouvelle majorité de la Chambre. Remarquons que la grande presse observe un silence impressionnant sur ces liaisons de faits convergeant vers le triomphe d'un capitalisme fossoyeur de l'outre-mer français. Le tout couvert sous une opération, dit-on de « prestige français ». Le prestige des eunuques ou des combinards ?

Ce haut capitalisme a besoin, en effet, de la bienveillance de M. Bourguiba pour laisser passer le pétrole à moindres frais et même pour des exploitations pétrolières en Tunisie même. Alors pour un autre prestige, celui de M. Bourguiba, on expropriera les agriculteurs français de Tunisie ; 130 000 hectares des régions-frontière pour commencer et c'est l'Etat français qui financera l'expropriation de ses propres concitoyens. Mieux, à la grande fureur de Paris, le président tunisien a vendu la mèche sur la généralisation de la mesure s'étendant aux 400 000 ou 500 000 hectares des propriétés de tous les cultivateurs français (toujours financée par la France). En somme, les contribuables français paieront les expropriations de leurs compatriotes afin que M. Bourguiba n'ait pas à refuser des faveurs qu'on lui demandera par ailleurs. Nous avons l'impression que M. Bourguiba est, en définitive, plus roublard que les marchands de tapis européens — et à moindres frais !

Nous pourrions encore vous entretenir de la bauxite, du fer, du pétrole, du manganèse, du cuivre, etc... dans les républiques noires qui viennent d'éclater. D'histoires similaires en commençant par l'aluminium et un trust électrique en gestation en Guinée ?

Depuis le 13 mai, des progrès à pas de géant ont été réalisés dans ce domaine. Et, au moment où ces lignes sont écrites, nous n'avons pas encore entendu parler d'ouverture d'une enquête

sur le nouveau gros scandale des piastres-lingots d'or avec le Sud-Vietnam ! Pourtant nul ne l'ignore en haut lieu.

La Ve ne sera-t-elle que la suite de la IVe ? C'est-à-dire un système qui s'est substitué à un autre ? N'oublions pas que le radical - R.P.F. - R.S. - U.N.R., Chaban-Delmas préside l'Assemblée Nationale. Candidat de l'U.N.R., n'est-il pas une des meilleures illustrations du Système de la IVe ? Et l'on voudrait nous faire croire que l'étiquette va changer l'homme, lui et les autres ? Sous la IVe, ils ont commencé à solder la France d'Outre-Mer. La Ve semble fignoler le travail.

Car, il convient de s'élever contre la fable du « courant de l'Histoire ».

Je connais assez bien l'Afrique noire. Il y existe des coins assurément moins évolués qu'aux Sakalines ou en Alaska.

L'U.R.S.S. a refusé au Japon de lui restituer la partie de Sakaline qu'elle occupe depuis 1945. Elle s'y est installée, elle le garde sans « indépendance dans l'interdépendance ». Moscou a annexé des terres polaires qui n'étaient pas russes alors que des coins d'Afrique se trouvaient déjà en possession de la France.

Après beaucoup de réflexion, les Etats-Unis viennent d'intégrer purement et simplement (sept. 58) l'Alaska, ancienne colonie russe achetée au tsar pour 38 millions de francs. Les îles Hawaï seront sans doute la 50e étoile du drapeau américain. Et il n'est pas question que Washington abandonne les Carolines, les Marshall et les Mariannes, anciens archipels allemands du Pacifique attribués au Japon en 1919 et récupérés sans autorisation des alliés par les Américains en 1945.

L'Afrique du Sud (Commonwealth) songe-t-elle à libérer l'ancien sud-ouest africain allemand ? L'Australie et la Nouvelle-Zélande vont-elles rendre les anciennes colonies allemandes ? La Grande-Bretagne s'oppose à l'indépendance du Tanganyka allemand (proposée hypocritement par l'U.R.S.S.) et le Congo belge garde son acquisition congolaise de 1919, le Ruanda-Urundi.

Or, la France, *de son plein gré,* a offert à l'O.N.U. l'indépendance du Togo puis celle du Cameroun. Cela depuis le 13 mai dernier...

Nous assistons donc à une liquidation générale mûrement réfléchie. Désormais, avec la France, on peut tout se permettre. On a été sage, à Paris, de supprimer l'école coloniale. On n'a pas dissout les organismes correspondants à Londres et à Moscou.

Nous aurions peut-être dit *amen* si tous les pays renonçaient à leurs terres exotiques. Ce serait alors une ambiance généralisée, une nouvelle version de l'histoire mondiale. On pourrait à la rigueur s'incliner...

Malheureusement, il n'y a que notre pays, et lui seul, qui renonce totalement !

Oh ! nous ne défendons pas le « colonialisme » ! Nous l'avons déjà écrit ; pour nous, une France d'outre-mer devrait former une entité économique pour absorber le travail des ouvriers français dans un monde de concurrence acharnée. Les 50 milliards de produits manufacturés que nous n'exportons plus en Indochine sont remplacés par des produits *made in U.S.A.* Nous y expédiions naguère beaucoup de textiles. Combien d'usines de textile françaises de l'Est ont-elles fermé leurs portes fin 1958 ? Ce n'est qu'un début ! Le dumping et le troc pour enlever des marchés intérieurs à une influence prédominante ne datent pas d'aujourd'hui.

La France et la France d'Outre-Mer constituaient un bloc de 125 millions d'habitants en 1944, au départ de Pétain. Avant le référendum, il n'en restait plus que 85 millions. Rendez-vous dans cinq ans pour compter le restant, client du travail français — à part les pièces de rechanges — dans la même proportion. Un coup d'œil sur les balances commerciales comparées de la Tunisie, du Maroc et de l'Indochine de ces dernières années peut donner un avant-goût de la perte de l'économie française en perdant l'outre-mer français. Et nous ne parlons pas des fonctionnaires à recaser en surplus, pas plus que de la future situation de la marine marchande avec l'effritement du monopole du pavillon (qui engendra d'ailleurs des tarifs abusifs tolérés par les gouvernements).

Peu de Français ont conscience du drame qui va se dérouler en conséquence directe du « oui » au référendum. Derrière les discours et les opérations dites de prestige, il faudra exa-

miner les réalités et le business international. Si l'on s'en rapporte au Libéria, indépendant depuis plus d'un siècle, nous ne croyons pas que la condition humaine noire gagnera beaucoup avec le retour des féodalités à masque « démocratique ». Pour quelle raison les « boys » cherchaient-ils du travail *d'abord* chez les blancs et pourquoi certains préféraient-ils ne pas travailler plutôt que d'avoir un patron de leur race ? Allons, les contempteurs et les soldeurs de la colonisation française, expliquez-nous çà !

Pierre FONTAINE.

Nos lecteurs ont du apprendre, très modestement annoncée dans la grande presse, la mort de P.A. COUSTEAU. C'est un journaliste de grand talent qui disparaît, l'un des plus courageux et des plus lucides de l'opposition nationale. Il supporta 15 ans de persécutions et de haine avec une gaité et une élégance qu'on ne trouve plus guère parmi nos contemporains. Nous lui consacrerons, dans notre prochain numéro, l'article que mérite sa mémoire.

LE MARCHÉ COMMUN ET LE SORT DE L'EUROPE

L'article ci-dessous est extrait d'une lettre d'un de nos lecteurs. Notre position sur le Marché Commun est connue : nous le considérons comme un pas important dans la réalisation de l'Europe. Notre position sur la proposition d'une zone de libre-échange est connue également : nous y voyons, en partie du moins, une tentative de l'Angleterre pour briser le Marché Commun qu'elle considère à tort comme une sorte de blocus continental. Néanmoins, nous n'avons jamais présenté d'étude de cette question, faute d'éléments d'information complets et rigoureux, et, d'autre part, en raison de l'attitude réservée de certains de nos camarades du MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN, qui tout en apercevant fort bien la manœuvre anglaise désiraient que la France ne perdît pas de vue la position de pays comme les pays scandinaves ou l'Espagne, qui risquent d'être rejetés malgré eux dans le camp britannique. Aussi avons-nous demandé à notre camarade Per Engdahl de nous exprimer ses idées sur la même question, article qu'on trouvera à la suite de la lettre de notre lecteur.

L'Europe, sortie de la première guerre mondiale avec de graves contusions, est sortie de la deuxième guerre en morceaux. Première constatation.

Son économie s'est progessivement déséquilibrée pour de multiples raisons.

L'une des raisons essentielles a été son morcellement économique interne, compliqué d'un protectionnisme outrancier et du rattachement de fait, chaque jour plus effectif, de ses

diverses économies nationales, directement ou indirectement, soit au bloc sterling, soit au bloc dollar, ou plus exactement leur dépendance de plus en plus étroite vis-à-vis de ces blocs, le bloc sterling lui-même collant volontiers au bloc dollar comme le requin-marteau au squale, en prenant le plus possible, selon la meilleure tradition britannique.

Or, les dirigeants des deux blocs-maîtres, qui sont demeurés, sous un savant camouflage leur donnant des allures progressistes, farouchement attachés dans la réalité aux méthodes et aux manies capitalistes, voire mercantilistes, noyautés au surplus par des esprits forcenés ou messianiques assoiffés de puissance et de domination universelles, agissent exclusivement comme s'ils avaient la prétention — et leurs intentions paraissent bien se réaliser en tous points — d'être le plus souvent et le plus possible les fournisseurs, et le moins souvent et le moins possible les clients.

Telle est la deuxième constatation qu'on peut faire à regarder les choses dans leur réalité nue.

Cette situation est grave, mais elle devient tragique lorsque les blocs économiques et financiers en question, chacun sans doute pour des raisons et des fins différentes, au moins en apparence, manœuvrent à qui mieux mieux pour empêcher l'Europe et spécialement la France, son seul grand pilier subsistant, de s'assurer les sources de matières premières indispensables encore disponibles.

Tout est mis en œuvre par le bloc sterling, avec l'aide honteuse du bloc dollar et la complicité plus ou moins camouflée du bloc soviétique, pour couper l'herbe sous le pied de notre pays, leader politique de l'entreprise européenne.

Il s'agit pour la vieille et tenace Angleterre d'une opération de très grand style, la plus vaste, la plus risquée, mais la plus profitable de toute son histoire, qu'elle ait jamais tentée et menée à bonne fin.

Ce sera la grande opération du siècle, dont nous vivons depuis plusieurs lustres — ai-je besoin de le souligner — les angoissantes, autant que déprimantes péripéties : Indochine, après la Syrie, Moyen-Orient, Etablissements de l'Inde, Suez, Afrique du Nord, Madagascar, Nouvelle-Calédonie, Afrique

Noire, en attendant la Guyane et les Antilles et peut-être aussi les autres Etablissements d'Océanie, et même St-Pierre-et-Miquelon...

Partout, par tous les moyens imaginés contre nous — de la terreur et du chantage à l'étranglement monétaire en passant par la leçon de la morale politique — nous sommes et seront boutés dehors, l'oreille basse et la queue entre les pattes, aux applaudissements frénétiques et aux clameurs hystériques des champions de l'indépendance des peuples et de leurs supporters ébahis.

Trêve de plaisanteries, cependant que ce qui subsiste encore de l'Europe, dans ce drame, a eu des sursauts, dus à ce qui lui reste d'instinct de conservation.

Le dernier sursaut en date a été l'idée du Marché Commun.

L'idée n'en serait pas venue sans les substantielles perpectives africaines.

L'Empire Français d'Afrique, quel substratum magnifique, inespéré, en effet, pour ce noyau européen, composé des Six — France, Allemagne, Italie et les trois du Bénélux — qui veut tenter de sortir du chaos où nous a plongés l'inconscience anglo-saxonne, qui veut tenter de se dégager de cette économie ubuesque où le moins qu'on puisse dire est que s'y affirme une paralysie croissante des échanges, cette paralysie fatale à laquelle aboutit inéluctablement le leadership anglo-saxon, avec son esprit figé et ses procédés éculés, ses méthodes surannées, son imbécillité foncière, son inconscience aussi, il faut le dire parce que cela est en réalité sous le masque trompeur d'une propagande sans retenue qui tient tout à bout d'ondes, pourrait-on dire, avec ses allures faussement modernistes derrière lesquelles, en fait de progressisme, on ne découvre en grattant un peu que les scandaleuses accointances avec les communistes et les gens de Moscou, ces bonnes à tout faire de la ploutocratie bien-pensante !

Et combien apparaissent mesquins ces leaders omnipotents ou leurs pantins pitoyables, en France ou ailleurs, chez qui la folie de l'argent et la rage des affaires ont fini par tuer la conscience et l'esprit, et fait disparaître, semble-t-il, jusqu'à l'instinct de conservation, de même que le sens de la civilisation qui les a vus naître !

Et comme on applaudit alors à l'initiative hardie des Six, qui sont au cœur même de cette civilisation qu'il faut sauver, comme on applaudit à leur tentative désespérée pour essayer d'échapper aux conséquences tragiques des méfaits de pareils individus !

Où en est-on, au demeurant, à la veille de son entrée en vigueur, de ce MARCHE COMMUN, pierre d'achoppement de la politique internationale à l'heure actuelle ?

Hélas ! Après avoir menacé de le mettre en mille morceaux, dès avant sa venue au monde, et de tailler en pièces les pays qui oseraient appliquer le Traité tel quel, sans s'entendre au préalable avec eux, les maîtres du jeu feignent à présent d'avoir renoncé à de telles extrémités, mais en même temps, se montrant bons princes, ils obtiennent des six pays intéressés de rendre le Marché Commun inviable, et c'est la seule chose qui importe au fond à ces requins qui ont décidé de liquider le nouveau-né.

Voici, en bref, l'explication de la pièce en train de se jouer.

Grâce au Marché Commun, les Six doivent finalement être protégés tous ensemble également par une barrière douanière commune et, grâce aux échanges qui doivent finalement et par voie de conséquence devenir entièrement libres entre ces six pays, la France et la Hollande, par exemple, échangeront des matériaux de construction, tels que des briques et des tuiles, qui pourront entrer librement en France, contre des textiles, qui pourront entrer librement en Hollande. Et ces échanges seront rendus possibles parce que la France aura une protection douanière efficace, en tant que membre du Marché Commun, contre l'importation, venant de pays étrangers à ce Marché, de matériaux de construction, tels que des briques ou des tuiles, même si on les fabrique dans ces derniers pays meilleur marché qu'en Hollande tandis que de son côté la Hollande, également en tant que membre du Marché Commun, ayant en tant que tel les mêmes droits et les mêmes obligations que la France suivant les clauses du Traité, aura une protection douanière non moins efficace contre l'importation, venant également de pays étrangers au Marché Commun, d'articles

textiles, même si on fabrique dans ces derniers pays les mêmes articles textiles meilleur marché qu'en France.

On conçoit que cette situation se trouverait bouleversée et que la laborieuse économie du Marché Commun deviendrait inopérante si l'un des deux pays pris en exemple recevait de ses partenaires la permission de passer (qu'il y ait, ou non, une Zone dite de Libre Echange, peu importe), de passer, disons-nous, avec un pays non membre du Marché Commun et n'ayant donc pas souscrit aux obligations du Traité liant les Six, un accord particulier, bi-latéral, pour l'entrée en franchise ou à tarif douanier plus réduit des articles ou des marchandises en cause.

Dans notre hypothèse, si la Hollande, pour reprendre notre exemple, nonobstant son adhésion au Marché Commun, passe avec l'Angleterre un accord bilatéral pour l'entrée sur son territoire en franchise ou à tarif réduit d'articles textiles provenant de Grande-Bretagne ou du Commonwealth (avec qui l'Angleterre est en marché commun, ne l'oublions pas), la Hollande, grâce à sa qualité de membre du Marché Commun pourra toujours exporter sans payer de droits vers la France ses briques et ses tuiles, qu'elle fabrique à 40 % moins cher qu'en France, mais, grâce à son accord particulier avec l'Angleterre, elle pourra être amenée, elle sera même sûrement amenée à refuser les articles textiles français auxquels elle préférera les articles britanniques, que l'Angleterre, grâce à son accord bilatéral avec la Hollande, pourra lui offrir au même prix ou même à plus bas prix, le cas échéant, que la France.

Résultat, dans cette hypothèse, pour la France : récession dans le domaine des briqueteries et des tuileries, mais aussi, ce qui n'était pas prévu lorsqu'elle a adhéré au Marché Commun, récession dans le textile.

Ainsi, grâce à sa bienfaitrice d'Outre-Manche, la France perdra sur tous les tableaux et s'abîmera dans une crise économique, et par voie de conséquence sociale, sans précédent (c'est d'ailleurs sans importance, on mettra cela sur le dos de Moscou, pense Albion, comme on l'a toujours fait, comme on a mis sur le compte des seuls communistes l'épuration de 44-45...).

Et le tour, une fois de plus, sera joué.

Le Marché Commun, demeuré en nom (de même qu'on reste « alliés » pour la vie), n'aura pas fonctionné, et il apparaîtra vite, dans de telles conditions de fonctionnement, comme le plus formidable facteur d'anarchie économique de tous les temps ; il apparaîtra ensuite comme l'antichambre de la démocratie populaire, terme de l'opération, sans aucun doute, dans l'esprit de Londres, comme de Moscou.

Mais c'est là une histoire de fous, nous direz-vous ?

Eh oui, c'est là une histoire de fous, mais le plus désagréable dans l'histoire, qui nous interdit d'en rire, c'est que nous sommes en train de la vivre et que nous en serons, comme pour toutes les précédentes histoires de fous (et Dieu sait s'il y en a !), les premières victimes, les plus dépecées, les plus anéanties...

Est-ce possible, est-il concevable, est-il humainement imaginable qu'on ose ainsi mettre des bâtons dans les roues du char européen, déjà si mal en point, nous direz-vous encore ?

Nous ne répondrons pas nous-même à votre cri d'angoisse, n'ayant pas l'autorité pour le faire, laissant le soin de vous éclairer à l'éminent ministre du commerce de Grande-Bretagne, Sir David Eccles.

Voici, textuellement reproduites, et entre guillemets comme il se doit, les paroles mémorables de cette excellence britannique, ministre en exercice dont Sir Maudling est le subordonné, en même temps que le génial metteur en scène et l'exécutant zélé, paroles lourdes de sens et de menaces, telles qu'elles ont été prononcées par le Ministre devant ses compatriotes en mai 1957, IL Y A DONC PRES DE DEUX ANS :

« Deux fois durant ma vie, le Commonwealth a dû franchir les océans pour venir faire la guerre en Europe. C'étaient les deux dernières tentatives des pays de l'Europe occidentale ou de l'un d'entre eux pour dominer et former de l'autre côté du Pas-de-Calais un bloc hostile qui aurait mis en péril l'existence même du Royaume-Uni. Tout au long de notre histoire, nous avons dû prendre les armes pour parer à de telles menaces venant du continent européen. Voilà maintenant que six pays d'Europe ont signé un traité qui, bien qu'il ne soit ni militaire, ni hostile dans son intention, aura exactement pour

effet de créer ce que, pendant des siècles, nous avons toujours jugé incompatible avec la sécurité de notre pays ».

Avez-vous compris, bonnes gens ? (aux dernières nouvelles, nous n'avons toujours pas été informés que Sir David Eccles ait fait l'objet d'une mesure d'internement comme étant atteint de la manie de la persécution).

Et ayant réfléchi à tête reposée, loin des controverses nucléaires et de l'orbite des satellites lunaires, n'avez-vous pas déjà l'impression que nous sommes occupés, vous comme moi, sans nous en douter, pauvres Européens que nous sommes, à descendre au tombeau ?

Jamais deux sans trois, dit-on volontiers, sans être superstitieux.

Cette fois, nous avons idée que ça sera la bonne.

A moins que...

XXX.

Per ENGDAHL.

LE MARCHÉ COMMUN ET L'AVENIR

Le jeu politique concernant le Marché Commun, le Marché nordique, la Zone de libre-échange, l'O.E.C.E., les Six et les Onze, l'O.T.A.N., le Commonwealth, etc., est devenu si compliqué qu'on se fait difficilement une idée de ce dont il s'agit en réalité. Comme il est ici question de problèmes dont les solutions pourront affecter, au plus haut degré, le sort de l'Europe ainsi que celui de chaque nation européenne, il faut quand même chercher à voir clair dans cette question et à nous en faire une opinion. Devant ces problèmes décisifs, les forces nationales de l'Europe ne doivent pas rester muettes. A partir de la nationalité, il faut que nous ayons une conception et une manière d'agir communes, car les possibilités de préserver les traditions nationales des peuples européens et de revendiquer le caractère distinctif dépendent surtout de la solution du problème européen.

Voici comment cela s'est passé

Pour faire comprendre la situation présente, nous allons d'abord étudier l'évolution dont les résultats sont le traité de Rome et la formation du groupe des Six. Cela a commencé en 1945, lorsque les Américains ont pris l'initiative d'un congrès international à La Havane dans l'intention de faciliter une reconnaissance du commerce mondial. Cependant, les conclusions de ce Congrès furent rejetées par le congrès américain. L'année suivante, un nouveau congrès fut réuni, cette fois en Suisse et son résultat fut le traité de G.A.T.T. (**General agreement of tariffs and trade**).

D'après le traité de G.A.T.T., tous les Etats participant prirent l'engagement de n'accorder à aucun Etat particulier d'autres privilèges que ceux qu'ils ne s'accorderaient entre eux-mêmes. Ils ne devaient pas introduire de nouvelles douanes préférentielles non plus. Les statuts n'empêcheraient pourtant pas les unions douanières entre les Etats membres. De cette façon furent sanctionnées les douanes préférentielles qui existaient déjà au Commonwealth britannique.

Ainsi fut sanctionnée également l'union douanière entre la Belgique et le Luxembourg, et des unions douanières futures furent rendues possibles.

Peu de temps après la signature du traité de G.A.T.T. vint la proposition du ministre des Affaires étrangères des U.S.A., M. Marshall, d'une aide américaine à l'Europe occidentale à condition que les Etats européens fassent eux-mêmes un plan pour la distribution de cette aide. Avec une rapidité extrême, le gouvernement français prit l'initiative d'une conférence à Paris avec les représentants de dix-sept pays. Ces Dix-Sept formèrent alors l'O.E.C.E. **(Organisation Européenne de la Coopération Economique)**, en vue de coordonner les économies des pays européens et de distribuer l'aide Marshall, puis l'E.P.U. **(European Payments Union)** qui deviendrait le centre du clearing financier des pays européens. Le 20 février 1948 vint le putsch de Prague, qui amena Winston Churchill, dans son fameux discours de Fulton, à se rallier à une Europe unie. Cette initiative amena à la formation du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Par la suite, les grandes espérances qu'on a attachées à cette expérience ont été trompées. Les conditions n'étaient pas encore favorables pour l'unité véritable de l'Europe. Pour l'atteindre, il aurait fallu une idéologie nouvelle qui, comme à l'Est le communisme, pût souder les peuples à travers les frontières nationales. Mais Strasbourg ne pouvait pas présenter une telle idéologie. En revanche, le Conseil de l'Europe eut une autre conséquence qui devait être plus importante. Six parmi les Etats membres, c'est-à-dire la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg organisèrent un marché commun du charbon et de l'acier, appelé **Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier** (C.E.C.A.),

laquelle eut son siège à Luxembourg. Plusieurs hommes politiques, satisfaits du fonctionnement de la C.E.C.A., proposèrent l'extention de la C.E.C.A. à un marché commun comprenant tous les Six. Le plus ardent avocat de ces idées était Paul-Henri Spaak, socialiste belge. En 1954, les discussions avaient commencé à devenir sérieuses, mais les Anglais prirent une position négative et, au nouvel an 1955, ils retirèrent leurs observateurs de Bruxelles. Durant l'été 1955, une conférence des ministres des affaires étrangères, à Messine, donna à Spaak le mandat de présider un comité d'experts chargé de préparer un plan pour l'application du Marché commun. Un an plus tard, lors d'une nouvelle conférence à Bruxelles, les six ministres acceptaient les conclusions présentées par Spaak et au mois de mars 1954 le texte définitif du traité fut signé à Rome.

LE MARCHE COMMUN ET LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE

Les résultats des deux conférences de Bruxelles et de Rome éclatèrent comme des bombes au Foreign Office à Londres. Les Anglais s'étaient totalement trompés sur la situation. Grâce à son imprévoyance, l'Angleterre avait été tenue à l'écart d'une décision importante. Maintenant il s'agissait de neutraliser très vite le projet adverse et, pour cela les Anglais proposèrent la création d'une zone de libre-échange liée directement au Marché commun. Cependant, cette proposition rencontra bientôt des difficultés pratiques. Car le Marché commun était construit de la manière suivante : pendant une durée de douze à quinze années, les six pays qui constituent ensemble le Marché commun, aboliront progressivement les douanes entre eux, de telle manière qu'au terme de cette période, il ne subsiste plus de douanes entre les Six. En même temps, ils adopteront une frontière douanière commune vers l'extérieur, et c'est cette frontière qu'on a constituée par la formule dite de Bruxelles d'après laquelle, après avoir fait l'addition des tarifs de douane des diverses marchandises en France, en Allemagne de l'Ouest, en Italie et au Benelux, on divise cette somme par quatre, de sorte que le tarif douanier extérieur du Marché commun sera la moyenne proportionnelle des anciens tarifs de douane des Six. Une série de réglementations des salaires et des conditions sociales et agricoles constitue un complément important du traité.

La Zone de libre-échange consistait à abolir cette frontière de douanes extérieure. En même temps, les mêmes abaissements des tarifs dont avaient convenu les Six, devaient aussi intervenir entre les Six et le reste des pays de l'O.E.C.E. Toutefois, cet arrangement rendait nécessaire une bureaucratie presque insupportable, en soumettant à un contrôle d'origine toutes les marchandises importées par les Six des autres pays, afin d'éviter la réexportation des pays extra-européens. Bref, on peut dire que la proposition anglaise signifie que, sans assumer les responsabilités des Six, les autres pays entreront en possession de leurs avantages. Dans de telles circonstances, il est bien naturel que les Six se soient refusés à accepter la suggestion, et que la France ait pris la direction de l'opposition. Dans le monde entier, la France a été accusée alors de saboter une plus vaste coopération européenne. Cette propagande, partie de Londres, est cependant parfaitement trompeuse. Même si, dans certains cas, comme toujours dans de telles circonstances, la France peut avoir pris une position exagérée — il faut toujours une certaine marge — pourtant, comme un important industriel suédois l'a exprimé, ce n'est pourtant pas l'affaire de l'Europe de contraindre les Français à accepter le plan anglais, mais plutôt de faire comprendre aux Anglais qu'il y a du bon sens aussi dans le plan français.

LE FOND POLITIQUE.

Du côté anglais et en d'autres pays neutres, comme la Suède et la Suisse, on a essayé de soutenir que la question d'un marché européen n'est qu'un problème de politique commerciale. Ceci est une erreur complète. Derrière la coordination économique des Six, il y a le rêve d'une Europe unie, d'une unité non seulement économique, mais militaire et politique. Ici, dès le commencement, on rencontre une résistance anglaise. Les Anglais ne veulent pas reconnaître qu'ils sont des Européens dans le même sens que les peuples du Continent. Ils se réfèrent au Commonwealth et insistent sur ce qu'un engagement anglais trop intime dans les efforts d'unification européens risquerait l'existence du Commonwealth. Si cela est vrai ou non, à d'autres de le dire. Toujours est-il que, devant de telles déclarations britanniques, des hommes politiques sud-africains, pour ne citer qu'un exemple, ont répondu plusieurs fois : « Mais on ne nous l'a

jamais demandé ! .» En outre, on se demande s'il n'est pas de l'intérêt du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande comme de celui de l'Inde, du Pakistan et des autres pays du Commonwealth d'être liés à un grand marché européen, plutôt qu'à un marché limité britannique. Mais, comme nous l'avons dit, dans ce cas, il est bien permis aux Anglais d'avoir leur opinion. Ce qui est dangereux, c'est qu'avec cette manière de voir, l'Angleterre a la possibilité de faire appel à des sentiments classiques dans les pays neutres. Sa propagande fait valoir qu'un marché européen comportera une limitation de la souveraineté nationale, que ces pays perdront leur liberté, etc. Cela a eu pour résultat que les trois pays scandinaves, la Suisse et l'Autriche ont formé avec l'Angleterre un nouveau groupe de six, qu'on appelle les Six extérieurs. Ainsi l'Angleterre a fini par créer, comme résultat de la lutte pour l'Europe unie, un nouveau partage de l'Europe en deux blocs rivaux, classique politique anglaise depuis trois siècles.

LES DIFFICULTES DE LA FRANCE

Il y a lieu de s'arrêter ici pour un moment sur les difficultés particulières de la France. Depuis très longtemps, la France est un pays des plus protectionnistes. Evidemment, la vie industrielle de la France s'est adaptée à cet ordre des choses. Toute sa structure s'est façonnée en considération de douanes élevées.

L'économie nationale française s'est sclérosée sur cette situation. Aujourd'hui, beaucoup de Français dirigeants déplorent ce fait. Mais on ne peut guère les rendre responsables de ce qu'ont construit les générations précédentes. Si, brusquement, la France passait maintenant d'un protectionisme fort à un libre-échange pur et simple, cela pourrait avoir des effets catastrophiques pour certains secteurs de l'activité économique en France. La conséquence en serait peut-être le chômage en masse et une nouvelle avance communiste. Que la France ne veuille pas accepter de telles conditions, c'est assez naturel. C'est pourquoi elle a stipulé une durée d'au moins quinze années pour la réalisation du Marché commun des Six. Alors, la France aura le temps nécessaire pour l'adaptation.

Si le Marché des Six était élargi de manière à comprendre le continent européen tout entier, voire même le Commonwealth,

les difficultés françaises deviendraient évidemment encore plus grandes. Par conséquent, il est tout à fait logique que les pays qui, à cause de leur imprévoyance, se sont désintéressés au nouvel an 1955, des travaux entrepris lorsqu'on commença à faire des projets pour le marché des Six, prennent en considération la situation de la France, si, maintenant, ils veulent participer. Des industriels suédois qui ont pris part à des discussions avec des confrères français sont arrivés à la conclusion que les Français sont beaucoup plus raisonnables que ne le dit la propagande anglaise et que, en soi, il ne serait pas impossible de trouver un accord acceptable à tous.

LA SEULE SOLUTION — LE CORPORATISME NATIONAL.

Est-il possible de trouver une solution ? Voici celle que nous proposons, en tenant compte des aspects politiques déjà évoqués qui sont inséparables du Marché commun. Le système de Marché commun pourraît être appliqué sans inconvénient à tous les pays du continent européen, à condition que ceux-ci acceptent les douanes extérieures établies par le groupe des Six. Ils assumeraient les mêmes engagements que les Six en ce qui concerne les salaires et les questions sociales et agricoles. Dans chaque branche de la vie économique se constitueraient alors des commissions d'entente européennes, dans lesquelles seraient représentés les entrepreneurs ainsi que les techniciens et les ouvriers. Ces commissions d'entente seraient chargées elles mêmes de la réglementation douanière dans les diverses sections économiques afin d'éviter qu'une manipulation imprudente des tarifs douaniers ait pour conséquences le chômage, la récession ou d'autres phénomènes sociaux ou économiques regrettables. Ces commissions d'entente, qui pourraient être pour l'avenir la base d'un corporatisme européen, doivent être coordonnées avec les organismes déjà mis en place pour le fonctionnement du Marché commun. Comme les Six sont toujours membres de l'O.T.A.N., les autres pays pourraient ne pas entrer officiellement, pour le moment, dans le groupe des Six, mais cette entrée aurait lieu dès que la souveraineté totale de l'Europe sera garantie par les Etats-Unis comme par l'Union soviétique. Le continent européen uni pourrait alors passer progressive-

ment des accords avec le Commonwealth et, par ces accords, il répondrait aux préoccupations spécifiquement anglaises, au fur et à mesure qu'une situation assez stable serait créée pour ne pas supporter de risques de dumping anglais avec des produits coloniaux sur le marché européen.

Avec cette solution, il nous semble que les préoccupations légitimes des Français seraient entièrement satisfaites. Les difficultés de transition de l'activité industrielle en France seraient ainsi échelonnées en accord entre toutes les parties intéressées. L'évolution française en général, pendant les dernières années pourrait alors être poursuivie et la France pourrait ainsi prendre, dans une Europe unie, la place que nous regardons, surtout nous autres petites nations, comme une nécessité, principalement dans le cas où l'Europe, devenue une nation, aurait, dans l'avenir, la liberté totale de mener sa propre politique.

Per ENGDAHL.

VOYAGE DANS LA PRESSE LIBÉRÉE

(Août-Décembre 1944)

« L'homme du destin » vient de libérer la France une seconde fois. Les premières conséquences de ce retour au pouvoir du général de Gaulle ont favorablement impressionné l'opinion. La trêve politique, sociale et économique, le reflux communiste aux élections, l'attitude ferme du gouvernement à l'encontre de nos alliés, les espoirs d'un Eldorado Saharien, ont redonné confiance à l'homme de la rue.

Nous serions heureux de partager cet optimisme. Nous ne pouvons cependant nous défendre d'une certaine appréhension en retrouvant aux leviers de commande des hommes qui ont déjà fait leurs preuves en d'autres temps. Il n'est pas question de faire au néo-gaullisme un « procès d'intention », et de condamner par avance toute initiative gouvernementale au nom de fautes commises il y a quelques années. Nous voulons croire que les hommes évoluent. L'expérience, après tout, n'est qu'une suite d'erreurs... Ce qui serait grave, ce serait de voir les mêmes hommes renouveler allègrement les mêmes fautes.

Il appartient au journaliste d'opposition de dénoncer les idées fausses qui furent à l'origine de nos malheurs et de rappeler les opinions émises par les « têtes pensantes » de la V[e] République, au moment de la première dictature du général de Gaulle. C'est pourquoi, dominant la répugnance que nous inspire l'évocation des derniers mois de 1944, nous convions nos lecteurs à feuilleter les premiers numéros de la presse « libre » et à mesurer la valeur des opinions qui y furent exprimées.

***

Août 1944. Le système s'installe à Paris, la faune républicaine sort de l'ombre. Emigrés et clandestins se bousculent dans les avenues du pouvoir. Les hérauts de la Résistance soulagent dans la presse libérée des besoins trop longtemps contenus, et dans le brouhaha des salles de rédaction, naissent les grands mythes de nos républiques d'après-guerre : la patrie sauvée par de Gaulle, le territoire national libéré par l'offensive des maquis, la légitimité du communisme français, l'union sacrée contre la barbarie fasciste.

Georges Bidault, observateur perspicace et impartial nous décrit l'ambiance de ces journées exaltantes.

Des voitures sillonnent nos rues, pleines d'hommes en armes et qui n'ont pas d'uniforme. Des traîtres, des bandits, la lie de l'Europe et les Allemands les plus infâmes continuent à tirer du haut des toits sur les femmes et sur les enfants isolés. Et pourtant, dans la Patrie des barricades, dans la mer du tumulte, dans cette grande ville indomptable vers laquelle regardent avec inquiétude depuis toujours les fauteurs de la tyrannie, il n'y a pas eu d'excès, il n'y a pas eu d'exécutions sommaires, rien ne s'est produit de ce qui nous avait été annoncé par les traîtres, dans la peur et dans la haine. La douceur des forts, la magnanimité des vainqueurs a dépassé l'espoir et la vraisemblance.

(Georges Bidault *l'Aube* 1er septembre 1944).

L'euphorie générale autorise à fonder les plus brillantes espérances en la génération issue de la Résistance.

Les militants de la Résistance, hier encore inconnus, ne sont rien d'autre que la part la plus vive de ce peuple... Ce serait une faute politique sans mesure que de seulement imaginer qu'ils préfèreront les honneurs et les discours à cette mission qu'ils ont choisie, en même temps qu'elle les a choisis et qu'ils poursuivront jusqu'au bout, pour la vérité de leur pays.

(Editorial de *Combat,* 31 août 1944).

Même clairvoyance au *Figaro* et à *Combat*.

Tout naturellement, par l'exercice du pouvoir, par sa participation à l'Assemblée consultative, la Résistance saura montrer de quoi elle est capable.

(Editorial de *Combat*, 9 septembre 1944).

On a pu craindre tout d'abord que la Résistance ne se survive artificiellement. On lui trouvait d'inquiétantes ressemblances avec le parti unique des dictatures. Cette inquiétude s'est dissipée à mesure que son rôle véritable se détachait chaque jour plus clairement, son rôle qui est de susciter une nouvelle génération de grands parlementaires. Nous observons avec confiance à l'Assemblée consultative les jeunes hommes qui se détachent, comme Louis Saillant, comme Georges Izard.

(François Mauriac. *Le Figaro*, 3 décembre 1944).

Quelques nuances de déception, pourtant, viennent tempérer ce bel optimisme.

Pour tout dire d'un mot, la presse libérée telle qu'elle se présente à Paris après une dizaine de numéros, n'est pas satisfaisante. Que voulions-nous ? Une presse claire et virile, un langage respectable. Pour des hommes qui pendant des années, écrivant un article, savaient que cet article pouvait se payer de la prison ou de la mort, il était évident que les mots avaient leur valeur et qu'ils devaient être réfléchis. C'est cette responsabilité du journaliste devant le public qu'ils voulaient restaurer.

Or dans la hâte, la colère ou le délire de notre offensive, nos journaux ont péché par paresse. Le corps, dans ces journées, a tant travaillé que l'esprit a perdu de sa vigilance.

Beaucoup de nos journaux ont repris des formules qu'on croyait périmées et n'ont pas craint les excès de la réthorique ou les appels à cette sensibilité de midinette qui faisaient avant la guerre le plus clair de nos journaux.

(Albert Camus, *Combat*, 31 août 1944).

La Résistance, si proche pourtant de sa sublime origine, a parcouru un tel chemin depuis deux mois que ces Français dont je parle risquent d'oublier ce qu'elle a fait pour eux et

ce qui lui est dû. Ce serait un grand malheur si ce nom qui hier encore évoquait l'héroïsme le plus pur ne désignait plus à leurs yeux qu'un parti politique, un parti clos, recruté dans des conditions particulières et auquel personne n'a plus le droit de s'agréger, maître absolu de la Presse et des comités de salut public sous lesquels tremblent certaines provinces — un parti souverain et qui pourtant ne l'est qu'en apparence.

(François Mauriac. *Le Figaro,* 27 octobre 1944).

La vérité c'est que le peuple souffrant aspire à la concorde, à la réconciliation nationale. De jour en jour il se raidit, non pas contre les exigences de la justice mais contre un système (si cet excès de désordre, de confusion et d'arbitraire peut s'appeler un système). Il n'est pas trop tard pour le reconnaître. Une œuvre d'épuration à l'échelle d'un grand pays ne s'improvise pas. Vous avez beau dire, le trouble des esprits est immense. Il croît de jour en jour, d'heure en heure. Vous ne le voyez pas, la presse vous masque l'opinion. C'es là l'inconvénient d'un journal unique ; oui, unique ; car autant que nous ayons de journaux, il n'en n'existe qu'un seul, celui de la Résistance.

Bien sûr d'autres mécontents se plaignent, ceux qui font honte à Paris de sa lenteur à frapper les coupables. Il se peut que leur plainte soit en partie justifiée, Mais préfèrent-ils la justice hâtive de certaines provinces ? Est-ce dans une époque où les arrestations arbitraires sont la règle, qu'il faut enlever aux condamnés la chance dernière du recours en grâce ?

François Mauriac. Le *Figaro,* 19 octobre 1944).

L'indépendance et l'honnêteté de ces quelques lignes souffrent du voisinage de la prose de M. Georges Ravon, qui assène le coup de pied de l'âne à ses ennemis intimes.

Il y a sans doute à Drancy, à Fresnes et ailleurs quelques prisonniers innocents et beaucoup d'autres dont les péchés seront jugés véniels. Mais jusqu'au non-lieu et à l'acquittement, tous se résignent au silence. Tous sauf M. Sacha Guitry. Le voilà qui réoccupe les journaux comme s'il n'y avait pas eu de Libération. Le voilà qui joue les Saint Sébastien et tend ses mains vers l'auréole. Personne n'est plus à

l'aise que lui pour distribuer les interviews dans les couloirs de la mondaine.

L'innocence du commensal de Gœring est possible, Mais, mon Dieu, mon Dieu, que son impudeur est donc éclatante. Du train où il va, nous allons le retrouver dans la Résistance et qui sait, peut-être mieux au 2e bureau. Qu'on laisse donc M. Sacha Guitry à ses pitoyables vanités. Que l'on étale pas en première page des journaux la photographie de Mme Mary Marquet « dans son nouveau rôle » qui est celui d'une femme inculpée d'intelligences avec l'ennemi, un rôle dangereux qui devrait décourager la plaisanterie et la publicité. L'épuration ne saurait se faire dans un tohu-tohu de répétition générale. Elle veut de la discrétion, de la dignité.

(Georges Ravon. *Le Figaro,* 18 octobre 1944).

...Discrétion et dignité qui semblent avoir échappé à M. Tixier, si l'on en croît les termes de son intervention à l'Assemblée consultative, le 28 décembre 1944.

M. Tixier constate que si certains incidents se sont multipliés depuis la fin de novembre, on ne peut lui imputer ceux — environ la moitié — qui visent les collaborateurs et les trafiquants du marché noir, ni les accidents provoqués par les explosifs qui traînent un peu partout depuis la Libération, ni les attaques contre les prisons et les camps qui sont le fait de gens qui trouvent la justice trop lente ou trop indulgente. Le ministre n'est pas de ceux qui prétendent que la Ve colonne n'existe pas ; mais la police n'est pas impuissante. Chaque mois, elle procède à des milliers d'arrestations.

(*Le Monde,* 29 décembre 1944).

La presse libre répugne à informer ses lecteurs de ce genre d' « incidents », tout comme elle répugne à évoquer les circonstances de la « libération » de la Syrie et du Liban. En pleine politique de grandeur, la cession de ces territoires ne pouvait manquer de créer un malaise (assez comparable à celui qui suivit la récente « libération » de la Guinée), malaise que le faux optimisme du général ne parvient pas à dissiper.

La France a accordé en vertu du mandat qu'elle détenait de la S.D.N., et dans le cadre de ce mandat, l'indépendance à la Syrie et au Liban. Des élections ont été faites dans ces

deux pays et des gouvernements nouveaux sont sortis de ces élections, l'un à Damas, l'autre à Beyrouth. Le gouvernement français et là-bas le délégué général et plénipotentiaire de la France au Liban, le général Beynet, est en relations continuelles bien entendu avec les gouvernements de Damas et de Beyrouth.

Le but de la France est de faire en sorte que la Syrie et le Liban soient réellement indépendants, c'est-à-dire indépendants de tous côtés. Ce n'est pas une chose très facile et jusqu'à présent la France rencontre beaucoup de difficultés. Par ailleurs il serait très regrettable qu'un jour la France apprit que ces difficultés ont pu être compliquées par d'autres, qu'on lui aurait artificiellement suscitées à Damas et à Beyrouth. Il est infiniment désirable que cela ne se produise pas ou si cela s'est produit, que cela cesse.

Je répète que le but de la France est de faire en sorte que la Syrie et le Liban soient deux Etats indépendants de tous les côtés et qu'il n'en faudra pas davantage du moment qu'ils sont indépendants de tous les côtés, pour qu'ils soient des amis de la France.

(Conférence de presse du général de Gaulle. 25 oct. 1944).

Cette admirable infaillibilité dans l'erreur se retrouve dans toute la politique française de cette époque, à l'égard du communisme.

Si opposé qu'on soit du côté des idées à la philosophie communiste, c'est un fait que du côté des hommes, le prolétariat communiste représente par sa flamme et sa discipline une des énergies vitales du monde ouvrier et que le travail créateur dans lequel nous nous sommes engagés ne saurait exclure ou rejeter sa participation. Ce qu'il faut souhaiter c'est que les communistes comprennent qu'une coopération pluraliste répondant à la structure organique du pays est préférable aux « fronts uniques » nés des circonstances du moment et qu'on réussisse à instituer avec eux une telle coopération. Il serait désastreux que le découpage des nouvelles formations politiques prit l'aspect d'un « front anti-communiste ». C'est entre les forces qui ont produit Vichy et trahi la vocation de la France, prêtes à tout pour sauver leur prestige ou leurs intérêts de classe, et l'ensemble des forces qui pour-

suivent, pour la conquête de la justice sociale, l'effort de la Résistance, que le clivage doit normalement se produire.

(Jacques Maritain. *Le Figaro,* 7 décembre 1944).

Le 26 mars 1944 à Alger, le mouvement « Combat » faisait sienne la formule : l'anti-communisme est le commencement de la dictature. Nous croyons bon de le rappeler et d'ajouter que rien ne peut être changé aujourd'hui à cette formule au moment où nous voudrions nous expliquer avec quelques-uns de nos camarades communistes sur des malentendus que l'on voit poindre. Notre conviction est en effet que rien de bon ne peut se faire sans la lumière,

Le principe que nous avons posé au début ne l'a pas été sans réflexion. Et c'est l'expérience de ces 25 dernières années qui dictait cette proposition catégorique. Cela ne signifie pas que nous soyons communistes. Mais les chrétiens non plus, qui pourtant ont admis leur unité d'action avec les communistes. Et notre position, comme celle des chrétiens revient à dire : si nous ne sommes pas d'accord avec la philosophie du communisme, ni avec sa morale pratique, nous refusons énergiquement l'anti-communisme politique parce que nous en connaissons les inspirations et les buts inavoués.

(Editorial de *Combat.* 7 octobre 1944).

Silence donc aux politiciens d'avant-guerre qui, croyant leur heure revenue (et fasse la France qu'elle ne revienne jamais !) nous parlent de leurs vieilles histoires de groupes et de sous-groupes ou essaient de relancer les slogans anti-communistes de Vichy. Les communistes ont été nos frères d'armes dans le combat d'hier. Ils sont nos frères d'armes dans le combat d'aujourd'hui. Toute manœuvre tendant à diviser les Français devant l'ennemi est un crime contre la patrie.

(Albert Bayet. *Franc-Tireur,* 2 septembre 1944).

Le couronnement de cette intelligente politique est évidemment le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle conclu à Moscou le 10 décembre 1944. Il n'est pas inutile de rappeler, à ce sujet, la liste des personnalités qui ont accompagné le général de Gaulle dans sa mission à Moscou : le général Juin, MM. Bidault, Gaston Palewski, Dejean, Charbonnière,

Burin des Roziers et le colonel Ravenel (*Le Monde*, 19 décembre 1944).

Devant une Assemblée Consultative au comble de l'enthousiasme, le général est incapable de dissimuler sa satisfaction.

Si l'alliance franco-russe fut imposée une fois de plus aux deux gouvernements par la claire appréciation de ce qui était utile, l'amitié naturelle des deux peuples n'a pas laissé d'y d'y contribuer. De cette amitié les siècles passés avaient apporté déjà mille motifs et mille témoignages. Mais combien la guerre présente en aura-t-elle formé de nouveaux? Oui, la somme énorme des efforts consacrés à la lutte commune, soit sur les champs de bataille, soit dans les travaux de l'arrière, par des millions et des millions d'hommes et de femmes de l'Union Soviétique, les sacrifices incroyables qu'ils ont consentis, la capacité déployée par ceux qui les dirigent et d'abord par le plus grand d'entre eux, le Maréchal Staline, ont si profondément touché notre peuple dans sa détresse d'hier et dans son ardeur d'aujourd'hui, qu'ils ont élevé au plus haut la sympathie séculaire que nous Français, avons toujours nourrie pour le peuple russe.

(Discours prononcé devant l'Assemblée consultative le 22 décembre 1944 par le général de Gaulle. *Le Monde*, 23 décembre 1944).

Le brillant succès du général de Gaulle est accueilli partout avec satisfaction.

L'atmosphère dans laquelle se sont déroulées les conversations du Kremlin a été très chaleureuse et très intime parce que les Russes et les Français comprennent très bien que le moment est venu de se rapprocher pour préparer l'avenir de l'Europe et spécialement pour établir une paix durable et stable.

(M. Bogomolov, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris. Conférence de presse du 17 décembre 1944).

L'U.R.S.S. fut la première à reconnaître officiellement le comité d'Alger, puis aux côtés de ses alliés, elle reconnut la transformation du comité en Gouvernement provisoire de la République. En signant les récents accords de Moscou, l'U.R.S.S. favorise le rétablissement de la France en tant que grande puissante européenne. Il est d'ailleurs évident que ce

pays ne peut jouer un rôle important dans le maintien de la paix future qu'à condition de redevenir un grand Etat démocratique.

(*La Pravda.* Editorial du 19 décembre 1944).

Le pacte est un triomphe diplomatique, écrit la presse anglaise.

C'est de cette union préventive, de cette union résolue que l'U.R.S.S. et la France viennent de donner l'exemple. C'est par là même que le pacte de Moscou, en même temps qu'il signifie à tous, l'éclatante résurrection de la France, marque une grande date dans l'histoire du monde.

(Albert Bayet. *Franc-Tireur,* 19 décembre 1944).

La Russie a fait l'admiration du monde par le courage héroïque, la foi nationale ardente avec lesquels elle a subi l'assaut des forces allemandes et finalement rejeté l'envahisseur hors de chez elle. L'œuvre gigantesque accomplie par le Maréchal Staline fait de lui un héros national de la classe de Pierre-le-Grand. La Russie a retrouvé plus éclatants que jamais son autorité, son prestige. Elle a réoccupé ses positions traditionnelles (y compris en Proche-Orient toutes ses positions religieuses). En Europe son influence sera considérable. Le voyage du général de Gaulle et de M. Bidault à Moscou, en resserrant les liens qui nous unissent à la Nation russe, réintroduit notre politique extérieure dans une voie traditionnelle.

Wladimir d'Ormesson. *Le Figaro,* 27 novembre 1944).

C'est au fur et à mesure que le temps passera que le traité qui vient d'être conclu prendra son vrai sens et sa vraie valeur. Ne nous le dissimulons pas en effet. Au lendemain de sa défaite et même dans les premières années qui la suivront, le danger d'agression allemande aura cessé. On s'habituera à une Allemagne désarmée, impuissante. C'est alors qu'elle redeviendra dangereuse. Le traité de Moscou est valable 20 ans (il est vrai qu'à l'expiration de cette période, il pourra être renouvelé). Vingt ans ?... Mais c'est dans vingt ans que la paix européenne sera à nouveau menacée.

Pour toutes ces raisons, nous accueillons ce traité avec faveur. Nous nous félicitons sans réserve du voyage que le général de Gaulle et M. Georges Bidault viennent d'accomplir et des résultats qu'il a donnés. En portant le salut de la France à nos glorieux alliés, ils ont traduit le sentiment unanime de la nation.

(Wladimir d'Ormesson. *Le Figaro,* 18 décembre 1944).

Au point de vue diplomatique, l'alliance a aujourd'hui cause gagnée dans l'opinion française. Chacun se rend clairement compte de la solidarité profonde des intérêts franco-russes, qu'il s'agisse d'éviter la guerre, de la gagner ou de gagner une bonne paix après la victoire.

Le traité du 10 décembre est une nouvelle preuve de la clairvoyance et de l'habileté du chef du gouvernement provisoire.

(Editorial du *Monde,* 19 décembre 1944).

Terminons sur une prédiction que certains événements récents ne semblent pas avoir confirmée.

La preuve est faite que ce peuple est profondément démocrate, si c'est l'être que de ne pas pouvoir et même dans la pire misère se ranger sous le bâton dont parlait Monsieur de Bonald, ce bâton fut-il orné de 7 étolioiles. 150 ans ont suffi pour nous en faire une habitude : nous ne pouvons plus renoncer à notre raison.

(Jean Guéhenno. *Le Figaro,* 10 octobre.)

(A suivre) G. M.

Paul BERNARD.

L'expansion économique de l'Espagne

Nous donnons ci-dessous une étude sur l'expansion industrielle de l'Espagne et, en particulier, sur le grand complexe industriel réalisé à Avilès, dans les Asturies, sur le modèle des grands ensembles sidérurgiques allemands. On y verra comment une direction autoritaire de l'économie a su résoudre un problème d'équipement capital, SANS SUPERFISCALITE et simplement par une utilisation rationnelle des ressources nationales et des appuis extérieurs. Cette réalisation, d'ailleurs très discutée par certains techniciens et souvent jugée trop ambitieuse, montre toutefois comment on peut augmenter le potentiel économique national et résoudre les grands problèmes d'équipement sans accabler le pays, GRACE A DES METHODES NOUVELLES, A DES IDEES ET A DES HOMMES NOUVEAUX.

Depuis quelques années, il est indiscutable que l'Espagne a amélioré son économie d'une manière impressionnante. Les indices de ce progrès sont reflétés dans un grand nombre de graphiques-statistiques : Le rythme de l'amélioration économique a été supérieur à la normale ; les productions basiques : charbon, ciment, cuir, textiles, énergie électrique, produits chimiques sont en nette augmentation. Avec les nouvelles installations d'Avilès (Asturies) les disponibilités d'acier ont subi un mouvement ascensionnel pour le développement de l'industrie. Cet accroissement a été accompagné d'une saine diversification qui a obtenu un meilleur équilibre entre la production industrielle et la production agricole. Il faut également souligner l'intérêt de l'Espagne pour appliquer la force nucléaire à des usages pacifiques, comme on peut le constater en visitant les installations nucléaires de La Moveloa (Madrid).

En examinant l'économie espagnole, on peut déduire que certaines tendances très perceptibles peuvent s'accentuer pour

se convertir en caractéristiques permanentes. Les premiers mois de 1958 révèlent une amélioration de la balance des paiements, grâce à l'augmentation des exportations et à la diminution des importations. D'autres symptômes sont la régression de l'inflation, l'intérêt manifesté par l'Espagne envers des organisations économiques internationales, son entrée au sein du Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale ; la possibilité qu'a l'Espagne d'attirer le capital étranger pour être investi dans l'économie nationale. Un exemple en est fourni par le projet de loi relatif à l'industrie du pétrole. Si cette loi est promulguée, l'Espagne pourra recevoir une quantité de millions de dollars pour exploiter ses gisements de pétrole et raffiner la production obtenue. On suppose que l'Espagne économisera ainsi 130 millions de dollars par an, et il n'est pas impossible que les découvertes permettent l'exportation. De cette brève énumération, on peut affirmer que l'Espagne a progressé d'une façon très notable. Pour l'exprimer en chiffres, mentionnons que la rente nationale a augmenté de plus de 6 % par an.

L'événement — si nous pouvons nous exprimer ainsi — consiste dans les extraordinaires réalisations économiques de l'Espagne. Le cadre de cet article ne nous permet évidemment pas d'entrer dans tous les détails, d'autant plus que nous avons réservé une place prépondérante au complexe industriel d'Avilès, la plus gigantesque entreprise du pays (une des meilleures d'Europe) ; aussi avons-nous seulement esquissé les progrès accomplis dans les principaux domaines de l'économie espagnole.

PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

La production d'énergie électrique peut être envisagée avec optimisme. Le chiffre de production totale s'élève approximativement à 16.000 millions de kwh. (desquels l'Espagne envoie 202 millions de kwh. à la France). Les grandes installations, comme les centrales de San-Esteban, Pearis, Grandas de Saline, Saucelle, Artias, complétées par les centrales thermiques déjà en service permettent de fournir l'énorme demande d'énergie sollicitée par les industries. Les conséquences d'une économie plus favorable ont permis la réalisation de grandes centrales, comme celle de Aldeadavila, pour Herduero, de 720.000 kw ; Belisar pour Fenassar, de 250.000 kw ; Puente Bibey, de Salto du Sil, de 311.000 kw ; Tajo inférieur, pour la Hydroélectrica, de 400.000 kw.

Au cours des deux dernières années, 29 centrales hydro-électriques et 11 centrales thermiques, d'une capacité totale de 1.765.000 kw ont été mises en service. Les prévisions pour les années 1957-1960, chiffrées par le Ministère de l'Industrie, mentionnent que la production de 1960 sera supérieure de 64,3 % par rapport à l'exercice 1956.

Par conséquent, l'expansion de la production électrique doit continuer en s'accroissant dans l'avenir, notamment si on accorde aux industries les facilités nécessaires. En effet, si le programme des installations électriques paraît devoir assurer la solution du problème de la fourniture d'énergie, il n'en est pas moins vrai qu'il existe certaines difficultés, dont la plus importante consiste à obtenir les capitaux estimés à 9.500 millions de pesetas.

Mais, d'ores et déjà, on peut dire que les perspectives de la production électrique sont très favorables, pour le présent et l'avenir.

OUVRAGES HYDRAULIQUES

A l'heure actuelle, et selon un plan gouvernemental, l'Espagne dispose de 285 barrages (250 de régularisation, 35 de dérivation), l'Etat assumant l'exploitation de 164 ouvrages, les corporations et entreprises privées de 107, 9 étant d'exploitation mixte et 5 ayant encore un statut indépendant.

Leur capacité est de 28.070,8 millions de m3. Ils fournissent l'eau à 9.336.405 habitants, irriguent 1.974.988 hectares, emmagasinent 10.008,5 millions de kwh et alimentent une puissance installée de 3.306.893 kw. Ces renseignements méritent d'être complétés, à titre documentaire, par quelques chiffres comparant l'envergure des ouvrages construits en Espagne et celle de ceux construits à l'étranger :

Pays :	*Nombre de barrages de plus de 90 m. de haut.*
Etats-Unis	31
Espagne	7
France	5
Suisse	3
Argentine	1
Mexique	1
TOTAL	48

Il n'est nul besoin de s'étendre pour mettre pleinement en valeur la portée de ce programme d'ouvrages hydrauliques qui a été mené à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'Espagne.

Le fait que la principale richesse du pays est agricole a justifié cette préoccupation pour les ouvrages hydrauliques, de même que son industrialisation progressive.

LE CENTRE INDUSTRIEL DE PUERTALLANO

La mise en marche des installations de distillation bitumeuse du Centre Industriel de Puertallano fut décisive pour l'économie industrielle de l'Espagne, qui s'appuie désormais sur une grande industrie fondamentale de forte envergure, et de vastes répercussions techniques, économiques et sociales.

Ce centre garantit les nécessités de la consommation totale de parafine et 75 % des nécessités de la consommation des lubrifiants. Il exploite et traite 1.200.000 tonnes de bitume, distillées à basse température pour obtenir l'huile brute qui donne : 17.250 t. d'essence auto, 25.500 t. de kérosène, 35.800 t. de gas-oil, 7.500 t. d'huile pour transformateurs, 7.500 t. d'huile légère, 10.300 t. de lubrifiant pour machines, 19.900 t. de lubrifiant pour auto, 8.150 t. de parafine dure.

En outre, il comprend une centrale thermique d'une capacité de 60.000 kw et une installation pour la fabrication des composés nitrogénés (production annuelle : 12.000 t.).

Le centre industriel étant distant de 5 km. de Puertallano, on a édifié un véritable bourg comprenant 500 maisons pour les ouvriers, 50 pour les employés, 10 pour les ingénieurs et les chefs ; une église, un hôpital, un groupe scolaire, un terrain de sport, un marché, un théâtre, un cinéma, un garage, une place avec café-concert, etc...

LE GROUPE EXATRON-ANDORRE (province de Teruel)

L'importance de ces nouvelles installations est grande pour l'économie espagnole étant donné que l'utilisation du groupe minier d'Andorre peut fournir, annuellement, jusqu'à 1 million de t. de lignite. En outre, la centrale thermique fournit quotidiennement à la production électrique 1 million de kw. Il convient de mentionner les industries complémentaires comme la fabrication des engrais azotés (30.000 t. par an) et celle du carburant (essence synthétique, 100.000 t. par an) d'après le procédé Fischer-Tropsch.

Une agglomération s'est constituée dans le voisinage ; elle est composée de nombreuses maisons de diverses catégories,

de bâtiments spéciaux destinés aux résidences, avec tous les détails exigés par l'urbanisme moderne.

LES RAFFINERIES D'ESCAMBRERAS ET DE TENERIFE

La création de la raffinerie d'Escambreras a été décidée en accord avec la firme américaine « Californian Texas Oil Company », avec un capital de 325 millions de pesetas (52 % fournis par l'I.N.I. et 48 % en parts égales par la Compagnie Espagnole du Pétrole et la Caltex).

Sa capacité de raffinage est fixée à 15.000 barils par jour, soit 750.000 tonnes par an.

Celle de Ténérife produit également 750.000 t. par an, desquels on extrait 20.000 tonnes de lubrifiants, 15.000 tonnes d'essence, 2.000 t. de parafine et 50.000 tonnes d'asphalte.

Toutes deux constituent la base de l'industrie des lubrifiants et carburants. Elles sont pourvues de systèmes électroniques réduisant les opérations quasi-indépendantes du facteur humain, et produisent des lubrifiants pour les besoins de l'intérieur; mais, d'ores et déjà, on envisage l'exportation possible.

L'E.N.A.S.A.

C'est à la firme Hispano-Suiza, fondée au début du siècle dernier et installée à Barcelone que revient historiquement la primauté de l'industrie automobile. L'entreprise nationale d'autos-camions (E.N.S.A.). fondée en 1946, utilisa ces installations après les avoir modernisées et agrandies, pour mettre en marche l'actuelle grande usine de camions lourds et de voitures de tourisme.

Les usines de Barcelone et de Barajas (Madrid) donnent une production évaluée à 4.500 millions de pesetas, représentant une économie de 80 millions de dollars dans les achats de véhicules que l'Espagne était obligée d'effectuer pour satisfaire les demandes.

La production annuelle de l'usine de Barcelone atteint le chiffre de 3.000 unités ; celle de Barajas est de 3.000 camions de 4 à 5 tonnes, 500 trolleybus, 500 véhicules utilitaires, 400 tracteurs à chenilles de 70 CV, 1.000 tracteurs à roues de 40 CV, 500 voitures de tourisme de grande classe, type Pegase 102, et 15.000 pièces de matériel.

Les ateliers de Barajas sont un modèle du genre, disposant d'installations pour l'équipement électrique, d'un laboratoire pour étudier les pompes, les vitres et toutes sortes d'accessoi-

res, d'une section modèle pour l'entraînement du personnel et l'emploi de l'outillage, d'ateliers de forge, d'écoles et d'une piste d'essai de vastes dimensions.

Une population ouvrière de 5.000 personnes constitue, avec les familles, une agglomération de 20.000 âmes, dépendantes de cette industrie, pour lesquelles ont a construit des groupes d'habitations dans les environs de la route d'Aragon, non loin de l'usine.

L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Pour pallier à l'insuffisance de la production sidérurgique, un vaste programme de constructions a été établi. Celui-ci s'étend jusqu'en 1960, année où la production d'acier atteindra les chiffres suivants : 2.170.000 t. d'acier ; 1.850.000 t. de laminés (annuellement) face aux 802.000 t. obtenues en 1955.

Au cours des dernières années, dans les provinces de Biscaye, Valence, Santander, Malaga, 22 nouvelles installations ont été mises en service, comprenant notamment des hauts-fourneaux, des fours à coke, des fours pour l'acier, des trains de lamination, des ateliers, etc... Le coût des dépenses inhérentes à ce programme s'élève à 35.530.000 de dollars, représentant environ 1.420 millions de pesetas. A cette somme, doivent s'incorporer les dépenses effectuées pour les Hauts-Fourneaux de Biscaye (500.000 millions de pesetas), la fabrique de Mieres (60 millions), Nueva-Montana (90 millions), Etchevarria (59 millions), Union Cerraja (14 millions), Duro-Felguera (69 millions), Material y Construcciones (22 millions).

Soit un total de 814 millions de pesetas qui s'ajoutent à la somme de 1.420 millions de pesetas.

En 1960, 9 nouveaux hauts-fourneaux, 137 fours à coke, 25 fours pour l'acier et 30 trains de lamination seront installés et prêts à fonctionner dans 11 industries sidérurgiques.

Il convient de souligner l'importance de la sidérurgie biscaïenne dans le complexe industriel national. C'est une juste conséquence de la réalité économique de la région, qui impose son hégémonie sidérurgique. Si on examine le cadre des entreprises biscaïennes, on remarque : 56 mines et carrières, 50 industries métalliques de base, 200 industries de produits métalliques. Ces trois groupes totalisent 314 entreprises sur 1.985 consacrées à la sidérurgie. Ces chiffres sont une éloquente démonstration de la vigueur industrielle de la Biscaye.

La première conséquence de ce fait est la volonté manifestée par l'industrie privée pour contribuer au développe-

ment industriel. Car l'industrie sidérurgique est financée dans sa presque-totalité par les capitaux privés, en particulier les banques. Ceci explique l'extraordinaire développement de l'industrie lourde, parce que les banquiers ne s'intéressent qu'aux entreprises qui peuvent se passer du marché intérieur.

Le groupe bancaire Urquijo - Hispano - Americano - Herrero (groupe qui occupe une position dominante dans l'industrie bancaire) a de puissants intérêts dans toutes les entreprises du groupe dominant de l'industrie d'acier, ce qui implique une interdépendance dans la politique des banques en rapport avec l'industrie sidérurgique.

Ceci exposé pour répondre à certaines critiques qui se sont élevées contre ces installations sidérurgiques, en particulier le complexe industriel d'Avilès, jugées trop ambitieuses et de caractère technique fragile. Il est difficilement admissible qu'un groupe bancaire de cette importance, qui contrôle une grande partie de l'économie espagnole, ait investi des capitaux énormes dans ces entreprises sans avoir pris ses garanties au préalable, sans en avoir mesuré le degré de rentabilité.

Ce seul fait se passe de commentaires, de même qu'on ne chasse pas de la lumière avec de l'ombre.

LE COMPLEXE INDUSTRIEL D'AVILES

Le choix d'Avilès (Asturies) pour l'emplacement du complexe industriel est dû à des raisons pouvant se résumer ainsi : Il était nécessaire que les installations soient situées sur le littoral, parce que la plus grande partie des matières premières et des produits fabriqués voyage par mer. L'emplacement de la côte correspond aux zones de consommation, avec 92 % du total des matières sidérurgiques. Dans ces conditions, la province des Asturies offre une situation spécialement favorable, a fortiori puisqu'elle possède les principales réserves de coke, de grands gisements de fer, et que les zones de Leon et de Galicie sont riches en minerais de fer d'excellente qualité.

Indépendamment de la mer, la région asturienne communique avec l'intérieur par une ligne ferroviaire exploitée par la Renfe, en connexion avec tout le système de voie étroite de la zone asturienne.

La production espagnole de combustibles atteint 14.000.000 de tonnes par an. En Asturies se trouvent les principales réserves de charbon de houille, dont l'exploitation annuelle s'élève à 8 millions de tonnes.

Il existe un programme visant à porter ce dernier chiffre à 10 millions. La consommation du complexe d'Avilès est de 1,2 millions de t. de charbon « lavé » par an. L'entreprise a acquis les actions d'une compagnie carbonifère « Hullieras de Riosa », où on travaille activement à la modernisation des installations pour élever la production actuelle à 280.000 t. de charbon. Il faut encore mentionner qu'il n'y a pas, en Espagne, une quantité suffisante de charbon donnant un bon coke sidérurgique et qu'il est nécessaire d'effectuer des mélanges pour l'obtenir.

MINERAI DE FER

La production du minerai de fer dans la Péninsule s'élève à 4 millions de t., dont 50 % sont exportés. Le complexe d'Avilès consomme, dans sa première ·phase, de 1.750.000 à 2 millions de t. par an. Cette entreprise a développé la production de ses mines filiales à Fevero (Galicie), Conjuro et Hueneja (Sud de l'Espagne), en vue d'obtenir le 1/4 de sa consommation minérale. Une autre contribution importante est celle donnée par les gisements appelés Cote Wagner et Vivaldi, situés dans la province de Leon, distante de 300 km. d'Avilès où la production est transportée par chemin de fer. Le reste est fourni par des mines indépendantes.

CALCAIRE

Le calcaire pour les opérations des hauts-fourneaux provient d'une mine située à 7 km. d'Avilès, qui contient de grandes réserves pour de nombreuses années.

FERROMANGANÈSE

Le ferro-manganèse nécessaire pour les fours émane des fabriques nationales.

DOLOMIE

La dolomie calcinée est fournie par une fabrique située dans un lieu proche du complexe, qui traite les dolomies de la région.

MATIÈRES REFRACTAIRES

Une importante fabrique établie à 20 km. d'Avilès, produit des matières réfractaires d'excellente qualité, avec le concours de la firme française Didier.

SCHÉMA DE L'INSTALLATION

Le projet prévoit 2 phases différentes. *La première :* Production de fonte : 1.100.000 tonnes; lingots d'acier : 1.390.000 tonnes (dont 1 million transformé en produits laminés); produits laminés : 750.000 tonnes.

Cette production est obtenue par une batterie de 120 fours à coke, 2 hauts-fourneaux, un mélangeur actif, 3 fours- basculants, 2 fours fixes, 3 convertisseurs, 2 fours pour l'acier, 20 fours de fosse, un train Blooming-Slabbing, un train structural, un train de lamination, un train Steekel et un train de lamination à froid.

L'installation comprend des fabriques d'ammoniaque, fournissant : sulfate d'ammoniaque (15 t. par jour), benzol (30 t.), ainsi que des installations de distillation de goudron et de sublimation de naphtaline, dont la production sera doublée dans la seconde phase.

La seconde période prévoit : Production de fonte : 2.240.000 tonnes, lingots d'acier : 2.250.000 t., produits laminés : 1.700.000 tonnes. Indépendamment des installations énumérées ci-dessus, il y aura : une batterie de 180 fours à coke, 2 hauts-fourneaux, des mélangeurs et convertisseurs pour compléter la capacité, 12 fours de fosse, un train Slabbing, un train semi-continu, et l'extension des trains de lamination à froid.

La partie de la première période est en fonction, la seconde en construction.

Le matériel correspondant à la première période est en fonction ; le matériel nécessaire à la réalisation de la seconde partie du plan est en construction.

DECHARGE ET EMMAGASINAGE

Pour les décharges des navires, on dispose d'un môle longitudinal doté de 5 grues-portiques d'une capacité de décharge de 250 tonnes chacune, et de 2 tours de décharge de 400 tonnes-heure chacune. Le minerai qui arrive par voie ferrée est déchargé au moyen d'un appareil appelé volcador, au rythme de 12 wagons et demi par heure.

Le parc peut emmagasiner 200.000 tonnes au moyen d'un double système de transporteurs qui ceinture l'emplacement et d'une capacité unitaire de 1.000 tonnes-heure.

CENTRALE THERMIQUE

Elle est constituée par un groupe de 60.000 kw, un groupe de 30.000 kw et un groupe de 7.500 kw. Comme compléments de

cette installation, une sous-station pour élever la tension à 50.000 volts, un parc à charbon et une station épuratrice d'eau. La centrale comprend 4 chaudières monotubulaires, alimentées par les gaz des hauts-fourneaux ou des fours à coke. La vapeur produite par les chaudières alimente 3 turbines qui actionnent des alternateurs de 60, 30 et 7,5 M.w. La sous-station à 3 transformateurs : un de 75.000 kw-h, un second de 37.500 et un troisième de 15.000.

Le reste de l'énergie électrique est fourni par les réseaux nationaux, au moyen de lignes spéciales : l'une pour la force, l'autre pour le courant, lumière des ateliers, laboratoires, bureaux, garages, édifices sanitaires, installations portuaires, populations de Llarones et de La Rocina, etc... Indépendemment de ces lignes, on a fait les connexions nécessaires avec les centrales hydro-électriques du Contabrus et de Moncabril, afin d'assurer à tout moment la fourniture d'énergie pour le fonctionnement normal des installations.

EAU

L'entreprise avait besoin d'eau pour l'approvisionnement de la population, les services sanitaires et usages généraux. Dans cet esprit les rivières Corvera, Gozon, Norra et Narcia ont été mises à contribution. Les rivières Corvera et Gozon semblent suffisantes pour alimenter les 2 hauts-fourneaux en service.

On a établi sur la rivière Corvera un réservoir d'une capacité de 3 millions 500.000 m3, avec une digue de 14 mètres de hauteur, créant un lac qui occupe une superficie de 13 ha. Pour le fleuve Gozon, les eaux sont conduites au moyen de 2 canaux, l'un de 2 km. 6 de longueur et l'autre de 1 km. 100. Le premier dérive les eaux du Gozon et le second celles du Requejadre, pour les amener dans un second réservoir d'une capacité de 3 millions 500.000 m3 Tous les deux permettent d'obtenir un débit minimum de 600 l/s. et lesdits réservoirs sont unis par des tuyaux jumeaux de bétons armés, de 0 m. 90 de diamètre, permettant de changer les eaux.

ANNEXES

On envisage de construire d'importants ateliers généraux destinés aux réparations de matériel sidérurgique, à la fourniture des éléments normaux du complexe et à la fabrication des matériaux nécessaires à la construction et au développement de l'entreprise. Ces ateliers comprendront : forge, fonderie, constructions métalliques, mécanique, charpenterie, services généraux, etc...

Ils constitueront un ensemble de batiments reliés entre eux et la firme au moyen de routes, voies ferroviaires, lignes électriques et téléphoniques, réseaux de distribution de combustibles, etc...

INDUSTRIE CHIMIQUE

Cette industrie s'oriente vers 2 directions : produits fertilisants et produits chimiques de synthèse. Pour les premiers, une installation produit 160 tonnes par jour d'ammoniaque, 540 tonnes d'acide sulfurique, et 620 tonnes de sulfate d'ammoniaque, nécessitant 648.000 m3 de nitrogène de gaz de cokerie, 404 tonnes de pyrite et 600 tonnes de cendres de pyrite.

Pour les seconds on obtient à partir de la production actuelle 8.000 m3 d'éthylène, qui avec une concentration de 99 % donnent des produits finis de toutes les classes de matières plastiques et fibres synthétiques.

RESUME

Les installations décrites constituent le complexe proprement dit mais il est difficile de se former une idée sans les visiter. L'extension est considérable. On obtient une bonne vue panoramique depuis le port, où on peut voir toutes les lignes de chemin de fer qui viennent aboutir là ; le parc des minerais uni au môle ; vers la gauche, les fours à coke ; à l'extrême droite, les premiers hauts-fourneaux.

Plus en avant, le gazomètre et à la gauche l'édifice des fours pour l'acier ; au fond la masse du bâtiment avec les cheminées des fours de fosse et un peu plus en avant les ateliers de lamination. Pour avoir une idée plus précise de la superficie il faut examiner la figure qui représente le complexe superposé sur le plan de Madrid. L'entreprise occupe les deux extrémités de la capitale, avec une longueur totale de 6.600 m.

Une entreprise de cette importance impose certaines obligations sociales notamment le logement d'un grand nombre d'ouvriers et d'employés. On a donc choisi dans la vallée de la rivière Arlos, à Llaranes, l'emplacement destiné à la construction de 2.160 maisons d'habitation, dont 1.070 sont actuellement terminées. La nouvelle population dispose d'une église, d'un bâtiment administratif, de centres sociaux, d'un marché, d'un économat, de boutiques, d'une école, d'un terrain de sport, de deux piscines et d'un jardin d'enfants.

En outre, on a construit 6 autres noyaux : dans les faubourgs de San Sebastian : 40 maisons pour le personnel ouvrier de l'entreprise et le logement des familles affectées par l'expropriation ; à Trosana : 275 maisons pour les employés et le personnel ouvrier; à Llaranès : 224 maisons pour le personnel; à La Rocica : 98 maisons pour le personnel des catégories intermédiaires, Avilès : 57 maisons pour le personnel technique supérieur; ainsi qu'un édifice destiné à la chirurgie et clinique d'urgence, doté des moyens d'assistance les plus modernes.

Parallèlement à ces réalisations, l'entreprise a établi une école pour analphabètes et des centres d'apprentissage.

Comme l'a justement écrit le talentueux auteur de « J'ai vu vivre l'Espagne », en 20 ans, ce pays a rattrapé un siècle de retard.

Paul BERNARD.

Pierre HOFSTETTER

Coup de barre à gauche en Amérique

Comme nous l'avions prévu ici-même en avril dernier, le parti républicain a subi des échecs cuisants lors des élections législatives du 4 novembre. Les Démocrates ont remporté quarante-sept sièges de plus à la Chambre des Représentants, plus un de l'Alaska, et au Sénat, où ils disposent maintenant de soixante-deux sièges, plus deux de l'Alaska, leur majorité est devenue écrasante. Le président Eisenhower doit être tenu pour un des principaux responsables de ce désastre. L'affaire de Little Rock a reçu sa conclusion devant les urnes. L'homme de la Maison blanche qui envoya une division de troupes d'élite exercées au maniement des armes atomiques pour forcer l'intégration de neuf petits nègres à la « high school » de la capitale d'Arkansas mais ne bougea pas lorsque les blindés de Khrouchtchev écrasèrent le soulèvement populaire de la Hongrie à laquelle lui, Eisenhower, avait promis la « libération » durant sa campagne électorale de 1952, ainsi qu'aux autres peuples de l'Est européen livrés aux Soviets par ses prédécesseurs Roosevelt et Truman, l'homme de la Maison blanche, donc, a été désavoué par le peuple américain. Ou, en tout cas, il a été désavoué par un élément important de son parti qui, plutôt que de voter pour des « modernistes » douteux, en l'occurence des candidats eisenhoweriens, préféra s'abstenir. La popularité du général-président-joueur de golf, de toute manière, a accusé une baisse considérable, même auprès des vieilles femmes, des ilotes et des portiers d'hôtels qui voyaient en lui un grand homme vers 1952, à l'époque où un commerçant juif du théâtre, Irving Berlin, professant d'ailleurs

des opinions démocrates, insérait moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes, le slogan « I like Ike » dans son show « Call me Madam ». C'est ainsi qu'en Californie, où Eisenhower se manifesta ostensiblement durant la campagne électorale, les républicains Knight et Knowland mordirent la poussière. Par contre en Arizona, où Eisenhower ne se rendit point, *le sénateur républicain de droite Barry Goldwater se fit brillamment réélir.*

La défaite de William Knowland, en Californie, Etat de tradition plutôt républicaine, a porté un coup assez sérieux à la droite américaine. Knowland, héritier spirituel du grand Robert Taft, visait, à longue échéance, la Maison blanche où il aurait montré un sens politique plus occidental et une plus grande fermeté à l'égard du bolchevisme international et des machinations des Soviets aux U.S.A. A la commission des affaires étrangères du Sénat, Knowland fut le constant adversaire d'une reconnaissance diplomatique par Washington de la Chine rouge, « reconnaissance qui, si jamais elle se produisait, nous a déclaré encore l'autre jour un spécialiste des questions d'Extrême-Orient, ferait perdre à l'Amérique toute l'Asie ». Knowland, leader des Républicains au Sénat, critiqua plus d'une fois les idées nébuleuses et internationalistes d'Eisenhower et c'est pourquoi, paraît-il, le président se trouve aujourd'hui assez satisfait d'en être débarrassé. Malheureusement Knowland s'aliéna le puissant groupe d'extrême-droite californien : car comme le rappelle l' « American Nationalist » de Frank Britton, il fut l'un des principaux artisans de la loi des « droits civils » aux nègres, ce qui lui valut d'ailleurs une « récompense » du B'nai B'rith juif. En cette occurence, il semble que Knowland, d'accord avec Eisenhower, Nixon et le triste Earl Warren de la Cour suprême, cherchait à gagner des voix nègres au profit du parti républicain. Sordide et machiavélique manœuvre, à l'origine de la tension raciale actuelle, mais qui a échoué, puisque dans les Etats de Pennsylvanie, Ohio, Indiana, Michigan, Illinois, Missouri, New-Jersey, Californie, où les Démocrates dépendent des voix des gens de couleur pour obtenir la décision, ils l'emportèrent en général de haute main sur leurs rivaux républicains.

Une consolation, si l'on peut dire, fut fournie aux Républicains par la victoire de Nelson Rockefeller au poste de gouverneur de l'Etat de New York. Singulière consolation, en vérité. Rockefeller, en dépit de ses quarante millions de dollars, est un libéral progressiste très peu dans la ligne républicaine puisqu'il a servi sous Roosevelt et Truman. Les plus extrêmes réserves doivent être faites à son égard : en effet, le « cerveau » de sa campagne électorale ne fut autre que la juive Anna Rosenberg, rooseveltienne et marxiste convaincue ; de plus, le fait que l'organe de gauche « New-York Post », de la juive Dorothy Schiff, ait demandé à ses lecteurs de voter pour Rockefeller, « l'ami d'Israël », est particulièrement significatif. Nelson Rockefeller, « l'homme de New-York » comme le désigne avec dégoût la « National Review », porte-parole de la droite républicaine, est devenu, en raison de sa substantielle victoire dans l'Etat le plus populeux et le plus riche de l'Union, un candidat possible à la Maison blanche en 1960. Dangereuse perspective, car l'homme, bien qu'intègre et honnête, irréprochable du point de vue humain, ramènerait, au cas où il serait élu, une cohorte de marxistes et de libéraux de gauche, pareille à celle du « New Deal », dans les avenues du pouvoir. Des spécialistes prétendent déjà que l'on verra, à la convention républicaine de 1960 où sera désigné le candidat à la présidence, un duel Rockefeller-Nixon semblable au duel Eisenhower-Taft de 1952. Eisenhower fut choisi à l'époque parce qu'il jouissait, à tort ou à raison, d'une certaine popularité ; normalement, logiquement, Taft aurait dû emporter la candidature ne serait-ce que pour son intelligence et sa lucidité politiques. De même, en 1960, Nixon malgré sa démagogie et ses attitudes souvent équivoques, devrait prendre le pas sur Rockefeller, dépourvu de toute tradition républicaine. Mais « l'homme de New-York » bénéficie, justement, d'importants appuis dans tous les milieux troubles des Etats-Unis. Troubles ou occultes : et l'on sait qu'ils tiennent bien des ficelles.

∴

A la suite des élections du 4 novembre, le Sénat des Etats-Unis se trouve maintenant dominé par une majorité libérale

de gauche et de caractère progressiste. Républicains ou démocrates, les sénateurs se divisent généralement en effet, sous le Capitole, en deux groupes: les conservateurs de droite, formés essentiellement désormais par les Démocrates du Sud, et les Libéraux, les socialisants, les progressistes, les « modernistes ». Est-ce à dire que l'on assiste présentement à un coup de barre à gauche en Amérique ? La défaite de plusieurs leaders conservateurs, Knowland en Californie, Bricker dans l'Ohio, Malone dans le Nevada, pourrait l'indiquer, et cependant dans la confédération sudiste, les conservateurs ont conservé solidement en mains leurs positions. C'est surtout la débâcle républicaine qui a permis à la gauche de s'emparer du Sénat. La faute en revient à Eisenhower qui, chef d'une administration nommément républicaine, n'a pour ainsi dire jamais fait la politique du parti qui l'a fait élire. Le 17 avril dernier, un marxiste notoire, Norman Thomas, déclarait : « Les Etats-Unis font de plus grands progrès vers le socialisme sous Eisenhower qu'ils n'en ont jamais fait sous Roosevelt ».

Le Sénat était jusqu'ici à majorité conservatrice. Depuis Roosevelt, la droite répubicaine et le bloc démocrate sudiste avaient scellé une alliance qui permettait de contrebalancer les velléités socialisantes de la Maison blanche. Knowland, en prenant ouvertement parti pour les « droits civils » aux nègres et l'intégration raciale, a rompu cette alliance. Elle se reconstitue tant bien que mal aujourd'hui face à la nouvelle majorité de gauche. Un aspect rassurant réside dans le fait qu'en vertu du système dit d'ancienneté, les conservateurs sudistes garderont la haute main sur plusieurs importantes commissions sénatoriales. Mais la majorité libérale-socialiste fera, il va de soi, tout ce qui est en son pouvoir pour imposer ses vues. Les « stratèges » de cette majorité se préparent à lancer une offensive pour réduire la ferme résistance du Sud à l'intégration raciale. Ils se préparent aussi à faire pression sur John Foster Dulles pour l'acculer à reconnaître diplomatiquement la Chine rouge. Walter Lippmann, porte-parole de la gauche libérale, ne propose-t-il pas depuis un certain temps de « négocier » le retour de Quemoy et Matsu aux communistes de Pékin, de neutraliser et démilitariser Formose, de « rapatrier les Chinois de Formose en Chine continentale », et, natu-

rellement, de placer Tchang Kai Chek et ses lieutenants « dans un asile sûr » ?

Bref, la majorité de gauche du Sénat ne présage rien de bon. Elle ne présage rien de bon quand on sait que, parmi ses « stratèges » se trouvent le juif Javits, fanatique de gauche, Humphrey, qui vient d'avoir un entretien de huit heures avec Khroutchev, et Douglas, internationaliste avéré, qui, récemment, perdit toute décence lorsqu'un de ses collègues au Sénat, Raph Flanders, suggéra d'enquêter au sein de diverses organisations curieusement exemptes de taxes, par exemple l'Appel juif unifié. Douglas a un beau-fils juif, originaire d'Israël. L'ironie de la chose est que, jusqu'à nouvel avis, ses futurs petits-enfants seront considérés comme illégitimes par l'Etat d'Israël qui ne reconnaît pas les mariages entre Israëliens et non-juifs. Cela n'empêche pas le démagogue Douglas de dénoncer la ségrégation raciale dans le Sud et de défendre toutes les causes juives. Il est vrai que l'époque semble particulièrement propice aux imposteurs et aux hypocrites. Eisenhower, anti-communiste supposé, n'a pas manqué, entre deux parties de golf, d'envoyer un télégramme de félicitations à Khrouchtchev à l'occasion du quarante-et-unième anniversaire de la sanglante révolution bolcheviste. Et les Démocrates nordistes accusent leurs adversaires républicains d'être les « suppôts du grand capital », mais, en vue de l'élection présidentielle de 1960, quatre aspirants démocrates à la candidature, Williams, Stevenson, Symington, Kennedy, sont des millionnaires, tant il est vrai que, comme l'a dit Cousteau, « le grisbi est à gauche ».

Pierre HOFSTETTER.

" COMMENT ON RELEVE UN ETAT "

I. — *La Révolution portugaise*

La Révolution nationale a eu son début le 28 mai 1926. Elle ne serait ni explicable, ni défendable si elle n'était profonde dans ses objectifs, honnête dans ses procédés et essentiellement populaire.

Devant la Nation, celui qui gouverne ne doit pas s'intéresser aux changements superficiels qui laissent intacte la cause des maux, mais uniquement aux transformations économiques, sociales et politiques profondes que de nouvelles coutumes et de nouvelles conceptions de la vie sociale provoquent et garantissent.

Des hauteurs d'où le problème doit être examiné, seule la Nation se distingue et compte dans sa vie, dans ses nécessités et dans son désir de progrès. De là, cet essai d'un gouvernement *sans politique* qui a semblé une folie et a été un bonheur pour tous dans un pays qui continuait à avoir beaucoup d'hommes pour l'aimer, mais par la fatalité des événements, très peu pour le servir.

La révolution ne doit pas seulement être profonde dans ses objectifs, mais *sérieuse dans ses procédés :* sincérité et gravité.

Le sérieux est d'abord la conformité des sentiments avec les idées et *la conformité des actes avec les principes.* Dans la vie publique comme dans la vie privée, le manque de sincérité écœure et fatigue. Aucun régime politique qui emploie le mensonge comme méthode de gouvernement ou qui se contente de vérités conventionnelles ne peut avoir de crédit dans l'âme populaire.

Si nous sommes contre les abus, les irrégularités de l'administration, le favoritisme, le désordre, l'immoralité, c'est que cela correspond à une sérieuse idée de gouvernement et non à une attitude politique *à l'ombre de laquelle nous commettons les mêmes abus, les mêmes injustices.*

Le sérieux est en second lieu, la gravité de la pensée et de l'action. D'Ormesson a dit à propos du roi des Belges et de sa mort : « Albert 1er était sérieux ». Voilà le mot qui dit tout. Il était la conscience faite roi, et c'est cela que son peuple et que tous les peuples ont senti. Car le peuple est sérieux. La vie est sérieuse. Le travail est chose sérieuse. Il est sérieux de gagner sa vie, de labourer, de manier l'outil, d'élever ses enfants, de lutter contre la maladie, contre les épreuves, d'économiser sur le nécessaire pour assurer ses vieux jours. Croyez-moi les masses ont des intuitions profondes. Elles savent distinguer qui possède cette conception du *sérieux* dans la vie publique et qui ne la possède point. Expliquons-nous : *le manque de sérieux dans la vie publique est à la base de plus d'un mouvement politique.*

La gravité de la vie n'implique pas nécessairement le deuil, la tristesse, le pessimisme, le découragement ; elle est au contraire compatible avec la joie du peuple, les jeux, la grâce, et le rire. Elle exige seulement que les choses sérieuses soient sérieusement traitées.

Un journaliste français a été le premier, je crois, à affirmer audacieusement devant l'Europe, que la décadence parlementaire et celle de ses discussions stériles ne signifiaient nullement une moindre ingérence de la Nation dans les affaires publiques et qu'elle était même parfaitement compatible avec la plus étroite alliance des gouvernements et des peuples.

Le cas portugais illustre à lui seul cette thèse.

II. — *Solution politique préalable.*

Voici quel était notre lot pendant les années de république parlementaire : instabilité et faiblesse de la plus haute magistrature de l'Etat, instabilité et impuissance gouvernementale soumis à l'omnipotence des Chambres qui ne pouvaient pas plus gouverner qu'elles ne se laissaient gouverner. *Derrière ces Chambres et presque toujours au-dessus d'elles siégeaient de nombreux partis politiques* et leurs comités directeurs s'appuyant sur

une masse électorale que maniaient des chefs locaux importants, intéressés et sans idéalisme, source suprême, finalement des pouvoirs de l'Etat. Dans ces conditions, il est difficile de soutenir que nous ayions eu quelquefois des élections libres et que, lors des consultations électorales, les électeurs aient été à même de comprendre sur quoi ils devaient se prononcer. D'où la nécessité pour permettre l'action d'un gouvernement quelconque d'une *solution politique, même provisoire*. Cette solution fut la *Dictature nationale* établie par l'Armée le 28 mai 1926.

Cette dictature a précédé l'œuvre de réorganisation à entreprendre dans les différents domaines, à commencer par le financier et voici en quoi il a consisté :

— *Fermeture et dissolution des Chambres, dissolution des partis,* institution d'un gouvernement fort et indépendant, plus quelques restrictions nécessaires touchant la liberté de la presse et de réunion. L'expérience passée avait démontré que *lâcher la bride aux anciens partis c'était leur permettre de corrompre l'opinion publique et d'entraver toute action efficace* grâce à leurs partisans et aux fonctionnaires à leur dévotion. Mais on ne vit ni révocation de fonctionnaires, ni emprisonnements, ni déportations, ni aucune de ces restrictions violentes, de ces persécutions qui empèchent le travail pacifique ou restreignent la liberté individuelle — le domaine politique étant naturellement exclu des vaincus de la veille. La révolution essentiellement nationale, a fait appel à la bonne volonté de tous les Portugais.

III. — *L'Assainissement financier*

La réforme financière entreprise au Portugal est bien la moins originale et moins révolutionnaire que certaines tentatives faites ailleurs de nos jours. L'unique caractère de cette œuvre est son classicisme. Elle constitue cependant une victoire de grande portée.

Depuis huit ans le budget est équilibré et il y a un important solde créditeur alors que le déficit était une institution chronique.

Basée sur des principes très simples, sensés, d'une impeccable honnêteté et d'une économie rigide, l'œuvre réalisée a pu faire front à toutes les critiques et surtout à tous les évènements qui en ont ruiné d'autres dans le monde. *Les budgets et les comptes*

sont si clairs qu'ils ne laissent aucune marge permettant d'avoir des doutes sur la bonne utilisation de l'argent provenant des impôts. On acquitte de vieilles dettes, on cherche à faire une meilleure répartition des charges de l'impôt afin que tout marche dans l'ordre et selon la loi.

Concentration, unité, simplification, régularité, défense du contribuable, caractère sacré des contrats, domination absolue de la loi, tels sont les principes fondamentaux de l'administration et de toutes les réformes. Ces dernières traduisent la marche ininterrompue vers l'*ordre financier.*

IV. — *La Réforme Economique*

L'Etat nouveau considère comme erronée la tendance moderne qui est d'élargir sans cesse l'intervention de l'Etat. Quand celui-ci se substitue aux particuliers il étouffe la force créatrice de toute initiative privée et de là ne peuvent résulter que des inconvénients. Nous résistons le plus que nous pouvons aux restrictions, tarifs de douane, contingentements, limitation du commerce des devises.

Si l'on ne veut pas que l'Etat organise et dirige lui-même l'économie de la Nation, la transformant ainsi en économie d'Etat, il n'y a qu'une solution : l'organisation corporative grâce à laquelle l'Etat peut tirer un bénéfice de toutes les forces productrices tout en maintenant le principe de la propriété privée, de l'initiative particulière, de la concurrence modérée et tout en usant de son autorité pour réprimer les abus.

Pour chaque branche de la production la réoganisation corporative assurera à la fois la solidarité des intérêts du capital et du travail dans l'ensemble de la production et l'équilibre entre les branches différentes.

L'Etat désire qu'une concurrence salutaire y trouve toujours place et il veut par-dessus tout que dans chaque domaine les initiatives privées puissent s'épanouir librement. Il s'abstient de diriger lui-même la corporation, il ne se réserve que le droit de veiller à l'application des lois et de protéger les intérêts de la collectivité.

Chapitre II

PRINCIPES D'UN ORDRE NOUVEAU

I. — *Sincérité du Pouvoir.*

Le libéralisme dans le sens absolu du mot n'éxiste pas et n'a jamais existé. Au point de vue philosophique, c'est un contresens, et, dans l'ordre politique, un mensonge. L'Etat est une doctrine en action et il a l'obligation de la propager et de la défendre en vue de sa consolidation.

Il serait ridicule que l'Etat craignît d'enseigner sa doctrine aux nouvelles générations et reconnût le droit d'enseigner des principes opposés aux fonctionnaires de l'enseignement, que les familles ne choisissent pas, mais qu'elles sont obligées d'accepter. Au nom de qui auraient-ils ce droit ?

Du reste nous ne demandons pas grand-chose : notion de la Patrie et de la solidarité nationale, famille — cellule sociale par excellence — autorité, hiérarchie, valeur spirituelle de la vie et du respect de la personne humaine ; obligation du travail, supériorité de la vertu, caractère sacré du sentiment religieux, voilà l'essentiel pour la formation mentale et morale du citoyen de l'Etat Nouveau.

Nous sommes donc contre tous les internationalismes, contre le communisme, contre le socialisme, contre le syndicalisme libertaire, contre tout ce qui diminue, divise, dissout la famille, contre la lutte des classes, contre les sans-patrie et les sans-Dieu, contre l'esclavage du travail, contre la conception purement matérialiste de la vie, contre la force comme origine du droit. *Nous sommes contre toutes les grandes hérésies de notre temps,* d'autant plus que nous n'avons jamais eu la preuve qu'il existât un seul endroit au monde où la liberté de propager de pareilles hérésies eût été une source de bien. Cette liberté, quand on l'accorde aux barbares des temps modernes, ne sert qu'à miner les fondements de notre civilisation.

Si le monde ne connaît pas une longue période d'idéalisme, de spiritualisme, de vertus civiques et morales, il ne semble pas qu'il sera possible de surmonter les difficultés de notre temps.

II. — *Principes de la nouvelle Constitution*

Nous sommes antiparlementaires, antidémocrates, antilibéraux et nous voulons constituer un Etat corporatif.

La démocratie parlementaire a abouti partout à l'instabilité et au désordre ou bien s'est transformée en une sorte de domination des partis sur la vraie nation, sauf peut-être en Suisse et dans quelques pays du Nord. Des gouvernements dictatoriaux ne manquèrent pas de surgir ici et là quand le mal était devenu insupportable. Ils rétablissaient l'ordre, réorganisaient la vie, réparaient les dommages et puis tout était à recommencer.

En général les démocraties du continent n'ont pas fait pour le peuple ce que les régimes non démocratiques auraient pu accomplir et il n'est pas vrai que les régimes qualifiés de libéraux aient réellement sauvegardé les libertés publiques. Nous sommes antilibéraux parce que nous voulons garantir ces libertés, tandis que le libéralisme nous a privé de quelques-unes de celles que nous possédions, et s'est montré incapable de nous assurer celles que nous eussions pu obtenir.

Nous sommes anti-démocrates parce que notre démocratie qui s'appuyait en apparence sur le peuple et prétendait le représenter en arrivait à ne se souvenir du peuple qu'au moment des élections, tandis que nous, nous voulons élever le peuple, l'éduquer, le protéger, l'arracher à l'esclavage de la ploutocratie. D'autre part s'imaginer comme on le fait souvent que les libertés publiques sont liées à la démocratie et au parlementarisme, c'est ne pas tenir compte des réalités les plus évidentes de la vie politique et sociale de tous les temps.

Rien ne nous oblige à considérer la liberté comme l'élément sur lequel doive s'élever toute construction politique. Nous disons seulement « C'est seulement contre l'intérêt commun que la liberté n'existe pas ».

III. — *L'Etat Portugais n'est pas fasciste*

Dès à présent nous pouvons mettre le soviétisme russe de côté, il me fait l'effet d'un recul. Il est impossible de vouloir en même temps le communisme et la liberté. Celle-ci n'existe pas en

Russie. Si, au moins, à défaut de liberté, le sort des classes ouvrières avait été amélioré, cette perte de liberté aurait eu sa compensation. Hélas, du fait de l'oppression, de l'égalitarisme et du manque d'initiative et d'entraînement, le régime économique y est d'un très mauvais rendement.

La Russie n'a pas reconnu la dette publique contractée par elle avant la révolution. Sans nul changement de régime, tous les Etats seraient capables d'accomplir momentanément des merveilles dans les mêmes conditions.

Le communisme russe ne représente aujourd'hui ni un régime politique, ni un système économique : c'est une doctrine, une philosophie, une morale, une religion.

Bien que le communisme ait fait faillite en Russie, il en est encore qui tâchent de l'instaurer chez eux, sous prétexte de sauver la démocratie, la liberté, la paix et la justice sociale et cela nous amène à la conclusion que l'esprit des hommes est bien ténébreux ou que leurs déclarations sont bien cyniques.

Le fascisme et le national-socialisme qui divergent du communisme par leurs conceptions économiques et leurs exigences spiritualistes lui ressemblent par leur concept d'Etat totalitaire. Celui qui observe le national-socialisme s'aperçoit que le côté nationaliste du mouvement a beaucoup plus de relief que le côté socialiste.

IV. — *Renforcement du Pouvoir Exécutif*

Il n'y a pas d'Etat fort si le pouvoir éxécutif ne l'est point et l'affaiblissement de celui-ci est la caractéristique des régimes politiques dominés par le libéralisme individualiste ou socialiste, par l'esprit de parti ou par les excès et les désordres du parlementarisme.

En Europe tout se meut autour de la préoccupation dominante de découvrir le système qui donnera au pouvoir éxecutif l'indépendance, la stabilité, le prestige et la force. Le pis est que l'expérience a démontré que pour faire œuvre utile au pays dans le gouvernement il faut mettre à l'écart la Constitution.

Il faut donc en préparer une qui domine la vie de l'Etat et dans laquelle on obtienne l'harmonie des Pouvoirs sans retirer compétence et prestige au pouvoir législatif ni stabilité et force à l'Exécutif.

V. — *Coordination Sociale : La Nation dans l'Etat*

Le libéralisme politique du XIX[e] siècle a créé le « citoyen » qui est une abstraction. A la base il y a la famille. Les corporations sont des organismes qui se créèent au fur et à mesure des besoins. *Il faut supprimer les partis et utiliser une réalité : les Associations.*

Elie DELOCHES

UN PROCÈS DE PRESSE QUI RÉDUIT ENCORE LA LIBERTÉ D'OPINION

Comme *D. O.* l'a annoncé en son temps, M. Pierre Brisson avait intenté un procès en diffamation à Jean Galtier-Boissière directeur du *Crapouillot* et du *Petit Crapouillot.*

Un procès en 1 million de dommages et intérêts.

Evidemment, ce n'est plus le symbolique « franc de l'honneur » de jadis !

La loi interdisant le compte rendu des procès en diffamation, notre objet n'est pas de transgresser cette loi. Cela coûte trop cher et les moyens de notre revue ne peuvent en aucun cas se comparer au coût de la procédure mise en marche par le directeur du *Figaro.*

M. Noël Jacquemart, dans *L'Echo de la Presse,* a noté :

« *Pourquoi M. Pierre Brisson a-t-il choisi* le civil ? *Lui seul le sait, sans doute. Mais du côté Galtier-Boissière, et même ailleurs, on fait remarquer qu'en plaidant au civil où l'on apprécie uniquement le dommage matériel, c'était en fait* retirer la parole à l'assigné et l'empêcher de faire la preuve de ses imputations.

« *Ainsi, sous l'avalanche d'injures dont les avocats de Brisson l'ont accablé, Galtier-Boissière a-t-il dû* demeurer muet comme une carpe *et encaisser sans rien dire ce qu'il n'eût pas manqué de relever hautement si l'affaire avait eu pour cadre la correctionnelle.*

« *Quant au compte rendu qu'a fait de ce procès « Le Figaro »*, c'est un monument de partialité.

« *Voici, au lignomètre comment se décompose (en 6 points) ce compte rendu :*

« — lignage accordé aux avocats de Brisson et à l'affaire vue de ce côté-ci de la barre : 196 lignes ;

« — lignage accordé à l'avocat de Galtier-Boissière (et sur quel ton !) : 60 lignes. »

Après le procès, le même a commenté les attendus du jugement comme suit :

« Le jugement condamnant M. Jean Galtier-Boissière à un million de dommages et intérêts suscitera d'abondants commentaires. En effet, le Tribunal Civil précise dans ses attendus :

« Il n'est pas interdit de rappeler les opinions précédemment « soutenues par un journal ou par un journaliste, mais ce « rappel, pour ne pas constituer une diffamation, doit être fait « avec un caractère complet et en replaçant les personnes et « les choses dans la situation de la période considérée ; en effet, « si le législateur a interdit la preuve des faits diffamatoires « remontant à plus de dix ans, c'est parce qu'il a considéré que « passé ce délai, les faits appartenaient non plus à l'actualité, « mais à l'histoire.

« Or, l'historien a le devoir d'être impartial et de présenter les faits en leur totalité, sans en extraire arbitrairement certains ».

Des confrères font remarquer qu'à partir du moment où l'impartialité d'un historien est soumise à l'appréciation d'un tribunal, toutes les erreurs sont possibles.

Commentant le jugement, un éminent avocat déclarait au Palais de Justice : « Il serait préférable de permettre aux journalistes de faire la preuve de leur bonne foi... même si les faits remontent à plus de dix ans ».

Ces attendus seront-ils réformés par un jugement d'appel ?

Car, enfin, il ne peut y avoir deux justices et deux moralités en matière de justice. Les procès de l'épuration ont refusé précisément de « replacer les personnes et les choses dans la situation de la période considérée ». De plus, c'est en tronquant des textes, en isolant des phrases de leurs contextes, que les cours de justice ont envoyé des milliers de Français au bagne et en prison. On demande donc à comprendre pour quelle raison un « esprit de justice » vaut pour une certaine catégorie de Français, alors qu'il n'est plus valable pour le directeur d'un grand quotidien parisien.

Cela n'est, après tout, qu'une incidence secondaire de ce procès plus important qu'on ne le pense pour la liberté de la presse; nous sommes habitués aux variations des verdicts suivant la personnalité des plaideurs et personne n'a encore oublié le procès de Mme Chevalier, femme de l'ancien ministre, et de l'abbé d'Uruffe.

L'important de cette instance contre un des derniers journalistes totalement indépendants de ce temps, est que la justice a accepté de juger un homme sans qu'il puisse apporter la preuve des faits jugés « diffamatoires » par le plaignant. Ce point de vue est très grave et menace de disparition les polémistes et les « battants » du journalisme.

Un écrit peut-il être diffamatoire lorsqu'il est extrait de l'œuvre même de celui qui se prétend diffamé ou de son travail reconnu ?

Les personnes honnêtes répondront par la négative. Et c' st le bon sens même. Sans cela, la simple « Histoire » n'est plus possible. Nous irons plus loin en affirmant que la justice n'est plus apte à juger si elle doit se mettre dans l'ambiance du moment du délit (où tout semble excusable, si l'on se réfère à l'attendu) et non apprécier avec recul du temps.

Il nous paraît difficile que l'appel maintienne le jugement du civil, car les historiens qui ont traîné des personnages politiques et militaires dans la boue, seraient alors tous passibles de dommages et intérêts assez considérables envers les héritiers... y compris *le Figaro,* pour certains jugements portés sur des hommes en des temps de passion, auquel on serait en droit de refuser justifications et références en vertu du « plus de dix ans ». Il y a là une mine à exploiter, si le cas devait faire jurisprudence. Nous la signalons à ceux qui voudraient récupérer une partie des dommages subis par « volonté de nuire » puisque c'est ce que l'on reproche à Jean Galtier-Boissière. De nombreux camarades se frottent déjà les mains.

Un procès de presse ne peut pas être considéré comme une simple affaire commerciale spéculant sur une rentrée d'argent. Un journaliste qui publie un faux, invente ou offre les produits de son imagination diffamatoire, est un ouvrier malhonnête et tant pis pour les conséquences de son impulsivité ou de ses noirs calculs. Mais s'il livre à la publicité des faits exacts, prouvables, indéniables, quelles que fussent les personnes visées,

il n'agit qu'en honnête journaliste, en bon ouvrier de la profession. *Car, c'est précisément le devoir du véritable journaliste de dénoncer publiquement les abus et les escroqueries (matérielles et morales) pour en éviter la répétition.*

Le journalisme, avant 1939 surtout, était la soupape de sécurité de l'opinion publique et en même temps des gouvernements. Un Clémenceau, par exemple, prêtait une énorme attention à ce que *tous* les journaux imprimaient. Il y décelait des indices, des tendances, des malaises qui devaient être jugulés au départ, avant qu'ils ne devinssent des causes d'interpellations. Même un Léon Blum, après la relecture du leader du *Populaire,* déployait *l'Action Française* pour lire la prose de Léon Daudet. Il fut un temps, entre les deux guerres, lorsque la plupart des journalistes ne montaient pas aux ordres, où les conseils des ministres se préoccupaient de la température de l'opinion par l'analyse des principaux leaders de presse. Si Emile Buré vivait encore, M. André Stibio pourrait le confirmer, il pourrait raconter qu'émus par certains de ses papiers, des ministres lui demandaient de développer ses pensées. Alors, le journalisme était vraiment respectable... pour ceux qui savaient se faire respecter. Car, il y en avait déjà « d'autres ». Mais on peut assurer que le Parlement était, grâce à ce rôle de la presse, moins isolé du peuple que sous la IVe.

La IVe, qui redoutait ce « IVe pouvoir » (la presse), multiplia les embûches aux journalistes et aux écrivains assez libres pour ne pas manifester de l'enthousiasme à un régime qui demeurera une des hontes historiques de la France. Elle renforça la loi sur la « diffamation » pour empêcher les indignations, elle multiplia les procès d'opinion aux écrivains, aux journalistes ! Frénétiquement, elle saisit livres, journaux, revues, bref, tout ce qui pouvait déranger les nantis ou troubler la quiétude des acquéreurs douteux. Nous étions revenus aux sbires du roi poursuivant les auteurs de libelles, à la basse police du IIe empire fouillant dans les poches des vestiaires dans les salles de rédactions. Certes, elle ne bannissait plus, mais elle mettait en prison et, surtout, le plus ignoble, elle cherchait à imposer le silence par des amendes et des dommages monstrueux pour répandre la terreur de l'angoisse du pain de demain.

Le pays ne se souvient même pas que 1848 fut la révolte de Paris pour conserver la liberté de la presse.

Cette presse, en général, n'a-t-elle que ce qu'elle mérite ? Peut-être !

Les organes et organismes de gauche crient lorsqu'un journal de leur nuance est saisi par fait du prince. Mais ils demeurent muets lorsqu'une feuille de droite subit le même sort. L'inverse est exact.

Or, il n'y a pas 36 libertés de la presse, il n'y en a qu'une seule, lorsque cette liberté ne tourne pas à la licence, à l'amoralité ou à l'immoralité. Et nous pouvons exprimer un regret, celui de voir les associations de journalistes garder un mutisme trop prudent. Il est vrai qu'il y a tellement de décorés chez les journalistes de la IVe !

Personne ne semble avoir réalisé que la disparition sans gloire de la IVe a pour principal croque-mort la presse ! Je pourrais citer au moins neuf grands quotidiens de Paris et de province qui furent toujours de l'avis de *tous* les gouvernements qui se succédèrent entre 1944 et 1958. Que M. Thorez ait été vice-président du Conseil de M. de Gaulle, ou que M. Laniel ait régné à Matignon, le leader montrait toujours la même satisfaction qu'avec M. Pinay, Mollet ou Mendès-France.

Quel quotidien a réclamé la publication de l'enquête parlementaire sur le trafic des piastres terminée depuis 1955 et étouffée par tous les gouvernements successifs depuis, y compris celui du 1er juin 1958 ? Quel quotidien a ameuté l'opinion sur la non comparution des complices de Joanovici, hautes personnalités traitant des affaires avec lui alors qu'il se trouvait à la Santé ? Cinquante grands scandales, les uns se chiffrant par centaines de millions (liste non limitative publiée par *Jeune Nation)* sont tombés dans les oubliettes *par complicité du silence de la presse.*

« Notre grande presse d'eunuques », a écrit un polémiste.

Le pli est pris. L'annihilation du « IVe pouvoir », est, à gauche comme à droite, la route ouverte vers n'importe quelle dictature. Certains des nouveaux maîtres de la presse espèrent qu'un neutralisme béni-oui-oui leur vaudra de garder le bon fromage qu'est devenue la presse depuis que les fonds ont été acquis à des prix sans concurrence, depuis la dévolution des biens de presse à la Libération.

Malgré tout, il reste un carré de journalistes — de toutes tendances d'ailleurs — qui ne se résolvent pas à devenir des

agents de publicité. Ils ne sont pas tellement nombreux : Jean Galtier-Boissière, Jacquemart, Lecoin, Bardèche, Cousteau, Boutang, Coston, Dominique, pour la province Domenecq, Pierre Dumas et quelques autres dont les noms ne viennent pas sous ma plume, mais ils ne sont pas plus de quinze ou vingt. Cet éventail de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, est peut-être le seul panache de la presse française non bla-bla, libre et indépendante. Malheureusement, ces travailleurs de la plume n'ont pas encore eu l'idée de se réunir en un syndicat, ô combien indépendant, plus ou moins national. D'où cette solitude lorsque l'un d'eux est accroché par l'Etat ou par un multimillionnaire qui cherche à le réduire à l'état de clochard pour lui imposer silence.

Tout évolue, d'accord. Il se peut que le métier de journaliste évolue aussi vers un fonctionnariat de la pensée et que pleine liberté ne lui soit laissée que pour les nichons de telle star ou les fesses de telle autre. Là, liberté complète et même autorisation d'en remettre à volonté.

Mais pour ce qui est d'accrocher au pilori les girouettes qui dévoient l'opinion publique, les corrompus, les trafiquants, les spéculateurs d'illusions mortelles, les voleurs et les fauteurs de guerre, alors, halte-là ! Le « civil » avec la ruine automatique au bout pour ceux qui refusent de « pisser tiède » comme dirait Marcel Aymé !

On vient de fêter Renaudot fondateur de la *Gazette de France*. A peu près tout le monde ignore que Renaudot montait aux ordres de Richelieu, maître de tous les pouvoirs. Est-ce une allégorie ?

Elie DELOCHES.

CHRONIQUES

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Une photographie, publiée par l'Echo de la Presse et de la Publicité, représente les « Journées Internationales de Publicis ». Publicis, pour les personnes qui ne le savent pas, est une des affaires de M. Bleustein-Blanchet qui distribue de très importants budgets de publicité, aux organismes de presse particulièrement. Une de ces photos réunit tous les participants à ces « journées » ; c'est la photo-souvenir. Voici les membres de l'équipe :

MM.Johann G. Gratzer, A. Kicq, Cor Bandt, Marcel Bleustein-Blanchet, Ralph Kohl, Mme Kaspar Gisler, MM. Claude Marcus, G. Desmedt, Michel Rachline, Gaston Levi-Tilley, Bernard Musnik, Kaspar Gisler, Hermann-Steinbach.

Reconnaissons que pour une firme qui s'adresse à tous les publics, la place est plutôt mesurée à ceux qui ne sont pas de la « grande famille »...

Il y a là un problème — qui n'est pas spécial à cette firme — mais qui peut avoir son objet de méditation lorsqu'on se souvient que c'est de la terrase de Publicis que les petit-fils du général de Gaulle regardèrent le défilé élyséen du 18 juin dernier.



Il paraît curieux que certains — en particulier de la tendance précitée comme par exemple **l'Express** de J.J. Servan-Schreiber — s'émeuvent lorsqu'on parle de l'influence des militaires ou des paras, mais prétendent que leurs adversaires trouvent normaux les organismes privés quasi-confessionnels qui, par la publicité et la presse, pèsent (ou essaient de peser) indiscutablement sur l'opinion publique. Il faut se rappeler le boycottage publicitaire dont fut victime **Le Temps de Paris** (qui en mourut) qui devait être le concurrent de **France-Soir**, de MM. Salmon et Lazareff. C'est sur la terrasse de **France-Soir** que fut prise la photo ci-dessus évoquée. Est-ce un des (véritables) épisodes du « drame français » qui n'ose pas dire son nom ?



Lorsque le général de Gaulle a pris la décision de dissocier les militaires des C.S. et de la politique en Algérie, une stupeur — dont la presse métropolitaine ne donna qu'un faible aperçu — frappa les Algérois. Alors quoi, de Gaulle devait tout au 13 mai algérien et il désintégrait ceux qui l'avaient propulsé au pouvoir ? Il fallut se rendre à l'évidence, le « grand Charles » revenait à ses demi-mesures de 1945 ! Nos lecteurs se souviendront de l'article de M. B. « Le système continue ». Ils n'ont donc pas été surpris. Comme l'a écrit M. F. Mitterand, de Gaulle va beaucoup plus loin que Mendès-France dans sa politique coloniale. C'est exact !

⁂

Un de nos collaborateurs avait assez bien décrit le « panier de crabes » algérois animé par la foire aux vanités et aux promesses particulières. Aussi sec, l'ancien pétainiste Alain de Sérigny devenu ultragaulliste, a envoyé télégraphiquement sa démission du C.S. d'Alger lorsque ce dernier voulut organiser une grève de protestation. Des Algériens ont le sentiment d'être cocus. Au point qu'un service d'ordre a protégé **l'Echo d'Alger** dudit Sérigny. Pierre Fontaine avait assez bien annoncé comment finirait le « complot » algérois. Mais les Algériens n'ont pas fini d'en payer les conséquences !

⁂

Un journal financier qui a parfois son franc-parler a écrit : « Le gouvernement de Gaulle a la finance internationale pour lui ». **Malheureusement, nous savons que cette finance là ne fait pas de sentiment. Elle « axe » son soutien pour des buts qui ne sont pas les nuages et les illusions.**

⁂

La Guinée : 250.000 km2 et 2.500.000 habitants. Madagascar s'est érigé en « République » pour l'instant dans le cadre de l'Union Française. Mais qui donc connaît, en France, l'action très anti-française des missions évangéliques anglicanes dans la « grande île » ?

Pour la Guinée, outre l'action soviétique (M. Sekou-Touré a été « éduqué » à Moscou et à Prague) les manœuvres du haut capitalisme international (français y compris) ne sont pas étrangères au « non » guinéen. Sekou-Touré avait été assez habile pour prendre des assurances des deux côtés à la fois. Tant pis pour la bauxite « française ». Seuls, MM. de Gaulle et Cornu-Gentille paraissaient ignorer l'importance de la partie guinéenne qui fera tâche d'huile grâce à une constitution d'eunuques pour l'outre-mer.

Là aussi, ça continue. M. de Gaulle avait offert gratuitement (en quel nom ?) Kouang Tchéou Wan à Tchang Kaï Chek en 1944, lequel territoire était protection nord avancée du Tonkin qui tomba entre les mains de Mao Tsé Tung peu après. En 1945, il ne dit pas ouf quand les anglais déclenchèrent l'émeute qui chassa la France de Syrie.

On assure que le général ne voit plus que par M. Guy Mollet ! Dame, ce dernier a, à son actif, le largage de la Tunisie et du Maroc ! La même école ! Mieux, le 14 octobre 1958, c'est le représentant de la France à l'O.N.U. qui a demandé l'indépendance pour le Togo, sous mandat français.

Mendès, Mitterand, Savary et consorts, sont largement dépassés... grâce aux 80 % de « oui » !

⁂

Le 4 septembre 1958, une information de la R.T.F. annonce que sur 12 nouveaux permis de recherches pétrolifères attribuées au Sahara, 6 avaient été attribués à des sociétés anglaises et américaines et même une aux italiens. Mutisme dans la presse ! Ce n'était pas la peine de crier contre les « options » données en coulisse par Guy Mollet et par le lobby Gaillard-Monnet !

A propos, la France pourrait peut-être demander aux nationalités représentées un contingent de militaires proportionnel afin de « garder » le Sahara ! Cela permettrait à des français de rentrer dans leurs foyers.

⁂

Le pétrole saharien tournera-t-il à la farce, c'est-à-dire à la combinaison avec les trusts étrngers ? En 1957,une h ute personnalité pétrolière, expliqua que le pétrole de Hassi-Messaoud revenait à 750 fr. la tonne sur place. En 1958, **la même personnalité** annonce un prix de vente de 9.000 à 9.500 la tonne, **plus cher que le pétrole du Moyen-Orient**, malgré des conditions d'exploitations plus « généreuses » du propriétaire français (l'état). Cherche-t-on à « tuer » sur le marché international le pétrole « français », dès le départ ? Pour lui éviter de devenir un concurrent ?

⁂

Un organe spécialisé note : « Les monnaies ne cessent de se déprécier. C'est un phénomène indéniable auquel on n'a pas encore trouvé de remède. Si nous fixons l'indice à 100 en 1947, la valeur des différentes monnaies en 1957 (c'est-à-dire dix ans après) est de : Suisse : 89, Allemagne Occidentale : 87, Vénézuela : 87, Etats-Unis : 80, Inde : 79, Belgique : 77, Italie : 74, Canada : 70, Danemark : 69, Norvège : 67, Afrique du Sud : 66, Pays-Bas : 66, Suède : 65, Angleterre : 62, Nouvelle-Zélande : 61, France : 56, Mexique : 49, Uruguay : 47, Australie : 46, Pérou : 37, Brésil : 28, Argentine : 16, Chili : 5. »

Ce phénomène nous semble imputable à la croissance non simultanée de la production et des besoins et surtout à l'appétit grandissant des marges bénéficiaires. Chacun veut mieux vivre sans davantage produire... quoi que ce soit qui ne trouverait peut-être pas d'acquéreur. Voir le côté néfaste (sociologiquement) de la publicité abusive qui fait naître chez l'individu le « droit » à posséder des superflus, dans Les Temps Modernes **de Maurice Bardèche.**

⁂

Un silence général de la presse sur une promotion dans la Légion d'Honneur. Celle du capitaine Moureau. **Promotion non à titre posthume.** Contrairement aux mensonges officiels, il faut en déduire que le capitaine Moureau n'est pas mort. Le colonel Bourgoin, qui alerta l'opinion sur le cas Moureau, est maintenant député de Paris (U.N.R.). Donnera-t-il la clé du mystère ?

⁂

Parmi les nantis à l'extrême du « système » figure indiscutablement M. Chaban-Delmas. L'homme qui s'est nommé général lui-même à Alger et qui a préparé, lui-même, sa promotion de Grand-Officier dans la Légion d'Honneur étant ministre, a expliqué le Canard Enchaîné **sans être infirmé. Parmi 200 membres, c'est celui-là que la « république nouvelle » (U.N.R.) a choisi pour la présidence de l'Assemblée Nationale !! Mauvais test de départ !** .

⁂

Sur 550 députés, il y en a 146 anciens. Un de nos confrères, Pierre Navarre, a risqué cette image. Si un malade secrète dans ses intestins un ténia de 550 centimètres et qu'un traitement énergique ne lui en fasse éjecter que 404 centimètres, les 146 centimètres restants suffisent à con-

tinuer de le rendre malade et son ver solitaire n'en est pas guéri pour autant. Les routiers du Système, Chaban-Delmas et Monnerville, sont aux commandes

***

A la R.T.F., dans « Les Chances de la France », un industriel du textile, de l'Est, a déclaré au micro : « L'article que sort mon usine à 326 fr. est revendu 645 fr. au détail. » La vieille politique anglo-française du « vendre peu à gros bénéfice » appartient à un capitalisme désuet, on le savait. Aux Etats-Unis, on préfère vendre beaucoup à petit bénéfice. Et, en définitive, les bénéfices sont plus importants... Et les usines tournent !

***

Lu ce jour, mardi 25 novembre 1958, dans le **Courrier du Commerce**, 15, rue du Louvre, Paris, 1er, n° 8.132, sous le titre de l'éditorial **« Deux M.C. »** :

« On ne doit pas se dissimuler, à cinq semaines de son entrée en jeu, que le Marché Commun est menacé, va naître menacé et va vivre sous menace de mort pendant tout le temps — dix ans ? quinze ans ? — de sa mâturité, s'il y parvient...

.. ..

La Grande-Bretagne, d'autant plus alarmée que le Marché Commun que sa naissance coïncide davantage avec une récession économique qui commence à entamer le stock monétaire de la zone Sterling, a donc cherché et trouvé le mot-clé qui paralyserait la protection américaine — le parrainage — du Marché Commun en avançant la formule : **« Zone de libre échange »**. M. Dulles flanche. Il vient de déclarer que les Etats-Unis sont d'accord avec la Grande-Bretagne...

.. ..

***

Par ailleurs, en jouant de la menace soviétique (Berlin-Ouest), de la crise de l'OTAN, en vitupérant contre le « colonialisme » et en faisant donner les communistes contre le « colonialisme français », on est en train de mettre la dernière main à la grandiose entreprise du siècle : l'écroulement définitif de l'Europe, lié au basculage de l'Empire colonial français dans le Commonweath britannique (voyez ces jours-ci, l'union du Dominion britannique « l'indépendant Ghana » avec la Guinée devenue « l'indépendante », l'un et l'autre cependant séparés par 800 km. de Côte d'Ivoire, encore et jusqu'à nouvel ordre (pas pour longtemps) française, officiellement s'entend. Et le Soudan, aujourd'hui même, qui entre dans la danse... Comme on comprend que cette histoire du « Ghana indépendant », cette farce grossière devrait-on dire, n'est que l'histoire du catalyseur destiné à provoquer les réactions voulues... Il n'est que de lire en ce moment les dépêches de Londres, où l'hypocrisie, comme d'habitude, le dispute à la plus noire et plus scandaleuse perfidie — et tout cela, comme toujours, cousu de grossier fil blanc — que le public ne voit pas, bien entendu, abruti qu'il est par toute la « littérature » de commande qu'on lui débite à dessein à longueur d'ondes et de colonnes de journaux...

***

Aux Ecoutes du Monde (directeur Paul Lévy) a publié les lignes suivantes (non signées) :

***

L'opinion publique eût, dans l'ensemble, fort bien admis le transfert des cendres du maréchal Pétain à Douaumont. Venant du général de Gaulle, qui fut condamné à mort par Vichy, le geste n'eût pas manqué de grandeur. Il était fait pour séduire l'amateur de Plutarque qu'est le Président du Conseil. Dans les milieux parlementaires, le transfert des cendres eût d'autant moins surpris qu'à l'occasion des obsèques de P.-E. Flandin, le général avait prouvé sa largeur d'esprit.

A la vérité, si de Gaulle avait laissé parler son cœur, il eût bien volontiers autorisé un vieux chef à dormir avec ses soldats. Il l'eût fait d'autant plus volontiers qu'il a lui-même servi sous les ordres de Pétain.

Mais c'est la raison d'état qui a empêché de Gaulle de suivre ce qu'il appelle les voies cardiaques.

Le chef du gouvernement s'inquiète du parallèle historique trop fréquent (et à ses yeux injustifié) entre les événements de juillet 40 à Vichy et ceux qui, dix-huit ans plus tard, se sont déroulés à Paris. Dans les deux cas, les élus du peuple enregistrant leur propre faillite, ont délégué, et à un soldat, leurs pouvoirs constituants.

Certes, les différences apparaissent. En 1940, l'ennemi occupait le territoire, et aucun référendum n'était alors possible. (1)

Néanmoins le rapprochement est facile, et les anciens pétainistes ne s'en privent pas. Ils mettent l'accent sur les similitudes dans l'intention (humainement fort explicable) de se justifier a posteriori.

En se rangeant bruyamment derrière l'homme du 18 juin, en paraissant l'adopter, en clamant ses mérites, en soulignant son antiparlementarisme (au mauvais sens du mot, les pétainistes, les éléments d'extrême droite, et leur presse, ont voulu compromettre le Général. **Ce dernier a compris la manœuvre. D'où son souci de se désolidariser de ces éléments aussi encombrants que compromettants «qui tentent de faire passer pour un fasciste un homme dont les conseillers politiques les plus écoutés furent Léon Blum et Guy Mollet ».**

En refusant le transfert des cendres à Douaumont, — ce sont ses propres paroles — le général a voulu montrer « qu'il n'était pas à la botte de ceux qui, s'efforçant de compromettre sa personne, risquent de saboter son œuvre ».

Ainsi, par un singulier paradoxe, ce sont ceux qui souhaitaient le plus ardemment voir le maréchal reposer à Douaumont qui, par leurs maladresses, ont rendu impossible ce geste que de Gaulle lui-même souhaitait accomplir.

***

Commentaire : **« La bonne conscience n'a que faire de l'opinion d'autrui »** (Saint-Simon).

---

(1) Parallèle : en 1958, l'ennemi (le F.L.N.), occupe une partie de l'Algérie et le référendum a eu lieu quand même (Note de la R.).

LES REVUES

LES NOUVEAUX SEIGNEURS

On ne sait pas trop bien si les hommes de l'U.N.R. sont de gentils boy-scouts ou de preux chevaliers (les deux peut-être) à lire *Jours de France* où l'idylle bat son plein :

Albin Chalendon est un « financier stendhalien », Albert Olivier (qui se souvient des médiocres articles de critique littéraire qu'il publiait au *Temps de Paris ?*) est un « gentil jeune homme discret et bien élevé, un ami sûr, que l'élection de Louis Terrenoire comme député venait de porter ce soir-là à la Direction des Informations de la Radio et de la Télévision ». De Roger Frey, on nous affirme que c'est un « charmant garçon aux cheveux gris, à la voix mélodieuse, grand amateur de sport équestre »... Mais c'est pour Delbecque surtout que bat le cœur de M. Pierre Jeancard : « C'est un grand garçon blond, au menton volontaire, à la voix calme et mesurée, pour lui la politique n'a jamais eu d'autre raison d'être que de ramener de Gaulle au pouvoir. Et, aujourd'hui, de l'y maintenir... Ainsi Delbecque pourra-t-il, sans doute, continuer à utiliser sa *caravane* des week-ends, dans laquelle il aime à emmener *Maman* et les trois enfants prendre l'air le dimanche, au printemps et en été. Il est vrai que ce fils de *ch'timi*, à l'allure de Viking, contremaître à 19 ans, directeur à 30, n'appartient pas au monde endormi. Il a déjà fait une révolution, il voudra, maintenant faire *le reste.* »

MODESTIE FRANÇAISE

D'après *Réalités* (années 1945 et 1946), quelques résultats de sondages effectués à l'époque par l'I.F.O.P. :

— Depuis la libération la politique du gouvernement vous a-t-elle déçue ? (avril 45) : Oui, 61 % ; Non, 28 %.

— Approuvez-vous, ou non, l'action du gouvernement ? (janvier 46) : Oui, 14 % ; Non, 58 % ; sans opinion, 28 %.
— Avez-vous confiance dans le général de Gaulle pour la conduite des affaires intérieures ? (août 45) : Oui, 61 % ; Non, 26 % ; sans opinion, 13 %.
— Avez-vous confiance dans le général de Gaulle pour la conduite des affaires extérieures : Oui, 76 % ; Non, 13 % ; sans opinion, 11 %.
— Le président du gouvernement, le général de Gaulle, a-t-il bien ou mal réussi ? (Janvier 46) : Bien, 41 % ; Mal, 36 %; sans opinion, 23 %.
— Souhaiteriez-vous que le général de Gaulle revienne au pouvoir ? (Mars 46) : Oui, 27 % ; Non, 52 % ; sans opinion, 21 %.

Il est intéressant d'indiquer qu'à la même époque 3 % des interrogés souhaitaient que les chefs allemands aient une *mort lente*, que 8 % des Anglais espéraient que les SS prisonniers seraient *torturés*, enfin que 75 % estimaient que le maintien d'une Allemagne faible suffirait à prévenir une nouvelle guerre et que la France devait annexer définitivement la Sarre.

Quant à la durée de l'occupation militaire de l'Allemagne, voilà les réponses faites au questionnaire :

Au moins 4 ans, 19 % ; de 5 à 9 ans, 19 % ; de 10 à 24 ans, 22 % ; de 25 à 49 ans, 19 % ; plus de 50 ans, 21 %.

ROGER MARTIN DU GARD

L'hommage à Martin du Gard publié dans la *Nouvelle N.R.F.* de décembre est assez terne, mais le premier responsable en est peut-être justement l'auteur des *Thibault* qui avait si bien organisé le silence autour de lui. C'était un homme qui n'existait pas ou fort peu en dehors de son œuvre, il avait choisi de vivre ainsi avec un courage très estimable et sans défaillance ; dans son *Discours à la Presse,* prononcé à Stockholm en 1937 et cité par le Professeur Froment, il disait : « J'ai pour l'indiscrétion ce que les médecins appellent une *intolérance organique*... Un homme qui livre au public, dans ses ouvrages, le meilleur, le plus intime de lui-même, a bien le DROIT de garder, pour lui et pour ses proches, le domaine de sa vie privée... » Le Professeur Froment insiste bien sur l'extrême souci qu'eut Martin du Gard de protéger sa mort, de la rendre simple, d'éviter les cohortes de journalistes, les bulletins de santé, les photographies,

tout ce dernier et tragique cabotinage. Tout cela évidemment fait naître le respect, parce que l'attitude est belle en elle-même, et qu'elle va contre toutes les modes actuelles. Reste donc l'œuvre dont l'importance historique est considérable (*Jean Barois* surtout qui est, pour Paul Morand, un « panorama de l'intelligence française »), mais qui est si peu émouvante et qui nous concerne de moins en moins. Ce qui pourrait nous passionner aujourd'hui c'est justement ce silence, cette fuite devant le monde, les raisons secrètes d'une telle attitude...

Dans ce numéro il faut surtout lire quelques lettres adressées à M. Marcel Lallemand : Roger Martin du Gard est, comme Emmanuel Berl, de ces pacifistes qui restèrent pacifistes entre 1936 et 1940 et cela, aussi, est exemplaire. En septembre 36, il écrivait : « Suis dur comme fer *pour la neutralité.* Principe : tout, *plutôt que la guerre !...* Il faut avoir totalement oublié *ce qu'est* la guerre pour un peuple, le mal suprême, la souffrance à la n^{me} puissance. Rien, *aucune épreuve aucune* servitude, ne peut être comparé à la guerre, à tout ce qu'elle engendre. Avez-vous si courte mémoire ? »

Il faut signaler combien il est étonnant que dans ce numéro de plus de deux cents pages, ne soit même pas signalé l'importante étude sur l'auteur des *Thibault* que publia Léon Pierre-Quint peu avant de mourir.

ARAGON

On a beaucoup parlé de « La Semaine sainte », toujours avec enthousiasme. De Kléber Haedens (*Paris-Presse*) : « C'est bien la musique de l'amour que l'on entend tout au long du livre, un amour angoissé mais tout plein de ses jeunes ardeurs, qui se traduit par un langage libre et généreux, un style souple, savant, familier, avec quelque chose de nerveux qui fait crépiter les phrases, et certaines de ces phrases éclatent comme un coup de fusil dans les bois où traîne un parfum d'aubépine. » De Roger Stéphane : (*France-Observateur*) : « L'écriture est sublime. Incomparable à aucune autre. Je sais tout ce que l'on peut me dire. Qu'Aragon est un pasticheur : il s'en est expliqué dans la préface aux *Yeux d'Elsa ;* et... il est responsable de la terreur qui a régné parmi les écrivains communistes : il est lâche, égocentriste, orgueilleux, on peut tout me dire. Tout est vrai, sans doute. Comme il est vrai qu'il est un grand écrivain. »

J.-P. B.

Les Livres du Mois

La presse d'opinion, par ALCIBIADE (Edition Noël Jacquemart, Paris).

Cet « Alcibiade » est un excellent journaliste. Les uns assurent que ce pseudonyme cache Cousteau, d'autres affirment que c'est Faucher. Peu importe. *La presse d'opinion* est un livre indispensable à la personne qui s'intéresse à la vie publique de la France.

Avec beaucoup de largeur d'esprit — on y voit une photographie de Still, rédacteur en chef de *l'Humanité* et une autre de Maurice Bardèche — l'auteur dissèque la presse française conformiste et non conformiste. Il pénètre avec sagacité dans l'intimité des feuilles influentes. (Après tout, pourquoi l'auteur ne serait-il pas Noël Jacquemart, lui-même ?) Une connaissance assurée des antécédents, des « incidents » qui présidèrent à ces positions journalistiques, transforme cet ouvrage en un témoignage important de l'après-guerre.

Le polémiste Jean Galtier-Boissière est justement esquissé : « homme libre qu'anime un sens aigu de la justice, qui a une horreur physique de l'imposture. » Il est aussi exact que *Paris-Presse* est le journal le mieux fait de France, celui qui répond le plus à la conception d'un journalisme sain. Par contre, M. Beuve-Mery et *le Monde* sont assez fouillés à fond ; il était bon que certains avertissements fussent donnés aux lecteurs. Quand au *Canard Enchaîné,* il est situé avec justesse quand Alcibiade affirme que son influence politique égale celle des plus grands quotidiens. L'auteur demande si le grand patron de *France-Soir,* Pierre Lazareff, a des convictions ? Un peu de métier permet de répondre par la négative.

Il est impossible de tout citer. Les pages des subventions vichyssoises à la presse ne sont pas des mieux choisies. On n'y voit pas figurer le « Figaro ». Les études ne manquent pas d'astuce puisqu'on y relève : « ... *Le Populaire* est donc bien de gauche. On lui souhaiterait d'être *aussi* un journal. »

La presse d'opinion n'est qu'un panorama des pions importants, à divers points de vue, de la presse. Pour l'auteur, la presse d'opinion n'a pas disparu, elle a simplement changé

d'aspect. Tel n'est pas notre avis. La majorité de cette presse est « issue » ; elle s'est montée grâce à la foire d'empoigne de la Libération. Elle est donc forcément débitrice du régime. D'autre part, la méthode des « enveloppes » officielles n'a jamais été aussi florissante que depuis 14 ans ; ce qui peut animer ou annihiler certaines « opinions ». Enfin, il eut été nécessaire de faire remarquer le peu d'influence de la presse parisienne sur l'opinion publique et l'influence incontestable, renforcée pourrait-on dire, que la presse de province (pourtant mal conçue dans son ensemble) a prise au détriment de la restriction de la diffusion des quotidiens parisiens dans les départements.

La presse d'opinion est un ouvrage « classique » qui contribue à l'histoire de ce temps.

P. F.

SAINT-PAULIEN : *J'ai vu vivre l'Espagne.*

Saint-Paulien est un des écrivains qui nous a apporté en peu d'années des romans remarquables comme *Double-cœur, Soleil des Morts, Aurélia, les Maudits ;* aujourd'hui, il vient de publier sa meilleure œuvre : *J'ai vu vivre l'Espagne,* le livre le mieux ciselé, le plus vrai, le plus complet de sa production. Un livre sincère, dénué de toute passion, de tout conformisme, de rectiligne sensibilité.

Pour les lecteurs de bonne foi — et ils sont nombreux — pour les âmes sincères, il a conçu cet ouvrage qui est comme un bouquet de vérités en hommage à la Vérité. Il parle de « choses » de « faits », de « travaux » ; autant de réalités que les sens peuvent saisir et qui restent étrangères aux élucubrations adverses, à tous les raisonnements que l'on peut bâtir contre elles.

C'est un « corpus » de matières, brièvement rédigé à grands traits, presque en abréviations pourrait-on dire. Tel qu'il est ce vade-mecum pourra contribuer à mieux faire connaître l'Espagne. Pour baucoup, il constituera un véritable album de surprises.

Mais combien serait plus efficace la contemplation directe de la vie espagnole proprement dite — qui n'est refusée à personne — et dont ces pages ne constituent que des reflets fragmentaires, mais parfaitement clairs et éloquents !

Si quelqu'un qui discute avec nous — a écrit Ortega y Gasset — se désintéresse de se conformer à la vérité, s'il n'a pas la volonté d'être véridique, c'est intellectuellement un barbare. Mais comme les lecteurs ne sont pas des barbares, l'auteur a confié ses réflexions à leur sensibilité en employant la formule stendhalienne : voici des détails exacts. Et exacts dans la langue de Castille, veut dire en même temps fidèles, précis, véridiques.

Je ne sais si nous comptons dans notre littérature un ouvrage sur l'Espagne qui possède la force, la solidité de ce livre aussi bien fourni en faits concrets, vivants, réels, en construction formelle et en intention. *J'ai vu vivre l'Espagne* est une eau-forte constituée de soleil, de sang, de tendresse, de violence, d'amour, de compréhension et d'injustice. *J'ai vu vivre l'Espagne* est l'œuvre maîtresse de Saint-Paulien.

Car l'Espagne n'est pas qu'un pays du soleil, des fleurs et de la danse, l'Espagne a une âme qui vibre, qui chante et qui pleure. Seul un homme de la qualité de Saint-Paulien était capable de sentir et de voir cette âme qui s'élève au-dessus des contingences terrestres.

Paul BERNARD.

Bernard VORGE : « *Elle a tout lu* » (Fayard).

Le magazine féminin à Elle » a eu l'idée de demander pour son « encyclopédie » à notre ami Bernard Vorge un livre où cent chefs-d'œuvres essentiels de la littérature mondiale se trouveraient présentés de telle sorte que n'importe quelle femme, à condition qu'elle ait un peu le goût de la lecture, se sente, après avoir consulté cet ouvrage, piquée de l'envie de les connaître et de les comprendre. « La littérature dans votre poche », comme le dit très bien le sous-titre de cet ouvrage.

Le principe vaut ce qu'il vaut (on souffre un peu de voir, dans cette affaire, toute la poésie du monde mise sur le même plan que l'accouchement sans douleur ou les recettes de cuisine), et, réalisée par un cynique crétin comme il y en a tant parmi les journalistes, on voit tout de suite ce que l'entreprise eût pu avoir de ridicule. Or il en est résulté un livre miraculeux.

Se pliant de bon gré aux lois du genre, Bernard Vorge ne donne sur les œuvres dont il parle, aucune appréciation d'ordre proprement technique, il se contente de les raconter et de les éclairer de façon à montrer comment elles se rattachent à notre expérience de chaque jour. Et voici le miracle : croyant s'adresser aux femmes, à celles qui se sont arrêtées au baccalauréat, à celles qui ne lisent pas de journaux littéraires, à celles qui sont trop harassées par la vie quotidienne pour continuer à se cultiver, il s'est en fait adressé à nous tous. Par son fait, tout à coup, des œuvres qui, grâce aux cuistres du lycée ou de la Sorbonne ne nous avaient laissé qu'un goût de poussière, retrouvent leur éblouissante fraîcheur. D'autres qui ne nous avaient jamais inspiré qu'un prudent respect nous frappent au cœur parce que Vorge a su trouver en elles le vers ou la phrase la plus exactement conçue pour nous toucher.

Ecoutez-le parler de *Phèdre* : « Ce qui la fascine, c'est proprement une existence qui n'est pas la sienne, c'est un autre corps. Et Racine est tout proche de Colette, de Cocteau lorsqu'il décrit cette fascination, cette hypnose de la passion. Dès que les corps sont en présence tout est suspendu. Et c'est un long monologue que Phèdre poursuit sans rien voir, sans rien entendre autour d'elle. Elle est parfaitement iso-

lée dans sa vision, elle soliloque sans plus voir les présents... Est-ce de l'amour qu'elle éprouve ? C'est finalement ce qui lui est étranger qui l'attire, et l'amour même lui est étranger, trop fascinée qu'elle est par son ennui. Tout Racine est là, qui si souvent évoque l'obsession (dans Andromaque aussi éclate la fureur des passions sans amour). Mais que le chant est beau avec ses moments de voix blanche, d'obscurité à soi-même en plein soleil. L'amour n'a rien à faire ici. C'est le désir peut-être, c'est la difficulté même d'exister qui est jeu. »

Et de la *Divine Comédie :* « Chaque tourment que Dante voit infliger aux damnés montre, au-delà de l'anecdote, la façon même dont vient le châtiment : là où il a péché. Le grand tourment des damnés est d'être précipités dans la partie la plus lourde de leur être, celle qui précisément les a entraînés à mal faire. Mieux, c'est en cela même que réside le mal, d'avoir cédé à la pesanteur au lieu de répondre au destin de l'homme, qui est de monter. Le grand tourment est de ne pouvoir évoluer, les damnés ont perdu la liberté, donc l'espoir. C'est le sens de la très célèbre parole inscrite à la porte de l'enfer de Dante : « Vous qui entrez laissez ici toute espérance ».

C'est que Bernard Vorge, sans effort, a retrouvé le secret de celui qui fut le plus grand critique de sa génération, Brasillach : on ne sait parler des poètes que si on en est un soi-même. Et voici pourquoi ce livre rend un son un peu grave pour ceux qui n'ont pas seulement aimé dans Brasillach l'écrivain politique, mais aussi l'auteur de *Comme le temps passe* et surtout, pour ce qui nous occupe, des *Quatre jeudis*. « Si le grain meurt, dit le livre Saint, il porte beaucoup de fruits ». Brasillach n'est pas mort pour nous, non pas seulement par ce qu'il suffit de rouvrir un de ses livres pour le retrouver amical et présent, mais parce que, de par le jeu mystérieux des affinités et des influences, il revit un peu parmi nous grâce à un garçon qui, adolescent, s'est sans doute reconnu en lui, et sait nous parler des livres comme il nous en parlait quand nous avions vingt ans. Et comme on pouvait, sans grand risque de se tromper, le dire de Brasillach à ses débuts : il n'a pas fini de nous étonner.

Philippe PRADES.

Message de l'Enfer, par R.S. RUBSEL, (Librairie Fischbacher, exclusivité Hachette).

Ce livre vient prendre place parmi les nombreux ouvrages qui relatent la vie au-delà le « Rideau de fer ». A ce titre, il ne nous apprend rien de nouveau que nous ne sachions déjà de la situation des populations des Démocraties Populaires. Il se signale cependant par une extraordinaire intensité dans la narration des faits, et celà, sans aucune affèterie d'ordre littéraire. Cette seule qualité suffirait à en recommander la lecture. En effet, les personnages — mais s'agit-il, dans cet ouvrage, de personnages ? — vivent et meurent sans poses, sans souci de transmettre des « messages » — le mot est à la mode — à la postérité. Ce trait fait le premier mérite du livre de Rubsel.

Le second intérêt, et non le moindre, vient de ce que « Messages de l'enfer » est écrit par un juif. Nous assistons, avec l'auteur, à la persécution que mènent les Soviets et leurs émules balkaniques contre les minorités israélites. Certes, nous savions les mesures de ségrégation prises en U.R.S.S. à l'encontre des Juifs russes ; nous savions aussi que le personnel dirigeant juif de ce pays avait été en totalité liquidé (le fameux épisode des médecins l'avait révélé au grand public français) ; mais, avec Rubsel, nous sommes dans l'obligation de constater que ces mesures qui, aux yeux des Occidentaux, apparaissaient comme fragmentaires et dictées par des nécessités d'urgence, font partie de la réalisation d'un plan à très long terme.

Rubsel termine son ouvrage par une interrogation courageuse et lucide. Dans l'épilogue de son livre, l'un des interlocuteurs de Rubsel constate, au sujet des célèbres procés de Prague : «... l'acte d'accusation mentionnait perfidement l'origine ethnique juive des accusés... ; Moscou prétend lutter contre le nationalisme bourgeois ; le sionisme serait l'un des aspects de ce nationalisme. En fait, c'est un perfide camouflage de l'antisémitisme qui pourrait tromper les démocrates de bonne foi : ils risquent de ne pas s'apercevoir que la haine raciale ressuscite. »

Mais poursuivons la lecture de cette conversation à trois qui constitue l'épilogue de « Messages de l'enfer ». Nous y entendons l'un des participants lancer cette phrase naïve dans son espérance indignée : « Aucun intellectuel juif ne peut accepter l'antagonisme entre l'idée de justice sociale et l'idée de liberté. » A celà, l'israélien Jacob, répond — et il

faudrait citer *in-extenso* — : « Il me semble que nous vivons un phénomène contraire à celui que vous pensez, cher M., les intellectuels semblent envahis par une sorte de refus systématique de la liberté. Tous réclament un collier, tous réclament un collier, tous éprouvent une volupté à être enchaînés... Depuis que l'esprit primaire de Staline a été exalté en termes dithyrambiques, peut-on espérer qu'il se trouve un jour des intellectuels pour ramasser, dans la boue des abdications l'étendard de la liberté ? ».

Nous sommes quelques-uns à savoir l'origine de cet incroyable masochisme des intellectuels occidentaux à l'égard de la patrie de la Révolution, de ses pompes et de ses œuvres. Il y a longtemps que nous l'avons dénoncé ; mais cet étendard de la liberté que des juifs exaltés de bonne foi, et — Karl Marx, Lassalle, Trotsky, entre autres — ont confié à la garde du communisme international et de l'impérialisme russe, n'est plus en leur possession. Pour notre part, nous n'avons jamais hissé le drapeau de l'abdication.

Allons plus avant dans la lecture. « Il suffit d'essayer de combattre l'illusion de sécurité où vivent les démocrates réellement attachés aux idées libérales pour provoquer des répliques inattendues. Les gens n'aiment pas qu'on trouble leur sommeil... » Et plus loin, l'auteur ajoute, en paraphrasant RENAN : « Ne troublez pas l'agonie de l'Europe libre. Elle est diabétique, somnolente et elle se répète comme tous les gâteux ».

C'est cette violence dans les propos qui est significative dans le livre de RUBSEL ; c'est la violence des gens déçus. Par delà les slogans usés de la diplomatie libérale, par-delà « ces portes entr'ouvertes pour la reprise des négociations » RUBSEL discerne la « lâcheté alambiquée ». A cet égard « Messages de l'enfer » est un réquisitoire contre l'Occident; le grand courage de son auteur est, surtout, de dresser la part de responsabilité de ses frères de race dans ces abandons.

Le Duce mon mari, par Rachèle MUSSOLINI, (Fasquelle), éditeur).

Nous savons ce que valent, les mémoires des tiers sur les grands personnages de l'histoire. Les fleurs de fil de fer dont les familiers ornent leur tombe manquent, à tout le moins, de fraîcheur ; les bouquets sont trop bien disposés et les parfums qu'ils dispensent viennent à coup sûr de l'habileté

du pieux narrateur. Ce dernier agit, très souvent, comme le doux fleuriste de « Jean de la lune », qui, n'accordant pas grande confiance au parfum des fleurs naturelles de sa boutique, vaporisait un supplément de « n° 5 » dans l'atmosphère...

« Le Duce mon mari », souvenirs de Rachelle Mussolini, recueillis par une journaliste italienne, échappe à la tentation annoncée plus haut. Le désordre de la composition, la naïveté de l'expression, la méconnaissance même de Rachelle Mussolini en ce qui concerne certains événements de l'histoire de son mari démontrent d'une manière éloquente que ce sont là des propos à bâtons rompus dont la transcription n'a pas altéré la fraîcheur. Aucune ambition de justification : elle nous parle du Duce en femme encore amoureuse par delà la mort. Ses parti-pris sont ceux d'une femme qui n'aurait eu le temps de se livrer à des méditations sur l'histoire. Comment le pourrait-elle ? les faits n'ont pas pour elle le flou nécessaire à l'examen raisonné ; le Duce est par trop présent à son cœur. Ce seul trait suffirait à nous confirmer la sincérité de ses propos.

Cependant il ne s'agit pas de radotages complaisants et édulcorés. Dans ces pages si italiennes, nous n'entendons pas, murmuré en sourdine sur les mandolines, des airs napolitains. La vie du couple Mussolini fut trop heurtée; l'accalmie, même au faîte du pouvoir, fut trop mince. Elle ne nous permet pas de rêver à l'image, rendue classique par les propagandes, du chef inoffensif transformé en « papa-gâteau ». Henri IV, le premier, qui connaissait bien son métier, avait usé du procédé...

Si Mussolini joue parfois au train électrique avec Edda ou Bruno, il est aussi le chef toujours en alerte d'un parti et d'un Etat. Il entretient quelques danseuses, mais sa journée de travail est aussi de dix-huit heures. Rien, en lui, n'est contradictoire : ses goûts simples et son amour du faste ostentatoire, son courage de dur paysan romagnol et ses rodomontades à la « latine ». C'est Rachèle qui a raison et non les historiens. Laissons-leur l'usage du bronze ; pour l'instant goûtons ces notations un peu disparates, mais toujours chaudes, à l'aide desquelles on ressuscite pour notre plus grand intérêt le dictateur disparu.

C'est rempli d'histoires savoureuses tout italiennes que Stendhal aurait aimées : Le Duce cherchant un appartement, sa femme lui expliquant que son traitement ne suffit pas et le dictateur écrivant alors, pour faciliter sa fin de

mois, des articles dans *Le Popolo d'Italia*, le maître d'hôtel qui va chercher Mme Mussolini le matin de son mariage, à la cuisine, où elle fait des raviolis, pendant que le nonce du Pape attend au salon, Bruno et Vittorio à l'Ecole Communale où le maître n'a pu les appeler Mussolini pour ne pas avoir à dire : « Mussolini, tu as encore fait une bêtise...» Et l'unique robe verte de soirée de la femme du dictateur, et la reine d'Italie, la prévenant au milieu d'une réception, que c'est l'heure de donner à têter au tout petit, et Mussolini se promenant partout avec sa fille Edda qui a huit ans et qu'il adore... Tout cela est d'une bonhomie bien italienne, avec la famille, *i banbini,* et ce terrible mari dont le métier paraît évidemment bien étrange à dona Rachèle.

Rachèle Mussolini ne prétend pas nous livrer des pensées de haute politique ou nous faire la révélation de secrets. Pourtant, tout nous prouve que le Duce aimait à se confier et qu'il n'avait pas établi de barrière très franche entre sa vie publique et sa vie domestique. Sa veuve pense tout simplement que la page est tournée. Voilà pourquoi elle a préféré dessiner de lui un modeste portrait, à la fois sans indulgence et sans acrimonie.

Il nous reste à espérer que les historiens débarrassés de préjugés se penchent sur l'homme d'Etat italien et sur son œuvre. Il ne fait aucun doute que les humbles souvenirs de sa veuve ne soient pour eux une référence d'interprétation des faits très précieuse ; la finesse dans l'analyse psychologique, le refus de systématisation sont les soucis constants de l'écrivain improvisé qu'est Rachèle Mussolini. La compréhension du présent ne pourrait que gagner à de semblables travaux. Mais il est vrai que les grands vaincus de l'histoire n'ont jamais, sur le moment, les historiens qu'ils méritent...

G.D.

Visages des idées. Thèmes et discussions, par Henri MASSIS (Grasset, éditeur).

« Le grand créateur c'est celui qui, comme Dieu, est assez fort pour exulter dans la monotonie ». Ces lignes sont extraites du dernier ouvrage de M. Henri Massis, « Visages des Idées ». M. Massis exulte dans la répétition. Mais sa répétition est attrayante. Nulle contradiction dans mon affirmation : la trajectoire spirituelle de M. Massis est droite et franche, mais les démarches que sa simplicité ne peut décrire sont plus inquiètes. C'est pourquoi le livre de M.

Massis s'éloigne de l'essai littéraire ou philosophique proprement dit ; à dire vrai, ce sont les interrogations adressées à ces grandes stèles — ici elles ont noms Pascal, Bossuet, Renan — qui font la matière de l'ouvrage. Et, au bout du compte, il s'agit plus de questions que de réponses. D'ailleurs le titre est suffisament évocateur : « Visages des Idées » ; il contient tout le déchirement de M. Massis. Nous serions tenté de croire qu'il n'a pas été dominé si ces essais consacrés aux trois auteurs n'étaient suivis de brèves pensées groupées sous la rubrique : « A contre-courant ». En effet l'ardeur mise par l'auteur à exiger de ces trois visages confirmation des idées qui sont les siennes, nous paraît si vive, qu'il nous est permis de nous demander si M. Massis a bien obtenu satisfaction...

De là vient le premier mérite de ce livre : M. Massis nous livre son cœur. Cependant ne nous y trompons pas ; il n'est pas ce nouvel Eckermann auquel l'ont si souvent comparé ses ennemis littéraires. Les délices de l'amitié d'outre-tombe ne font pas oublier à M. Massis ses préoccupations d'actualité. « Visages des Idées » est un livre pour notre temps. Peu nous importe d'y voir Pascal, Bossuet, Renan souvent violentés. En ces célèbres auberges espagnoles l'auteur apporte plus que de maigres aliments. Mais je dois avouer que j'ai eu, à la lecture du livre, la révélation de ce qui fait son charme un peu tendu et, partant, son intérêt : je veux dire la difficulté dans laquelle se trouve l'auteur d'être, à la fois sous les patronages, que je crois contradictoires de Barrès et de Maurras.

J'ai commencé la lecture de « Visages des Idées » par le troisième essai consacré à Renan, à mon avis le meilleur. Pascal, Bossuet ? leur place dans le Panthéon de M. Massis m'était déjà connue. Renan il en était autrement. « Portrait de M. Renan »..., pour ma part je lis entre ces lignes « adieu à M. Renan » — avec ce que cette nuance comporte d'amour déçu. Comme il est beau le portrait que nous trace M. Massis de ce « jeune paysan breton élevé par des femmes et des prêtres qui portait avec lui le parterre charmant de la variété de ses pensées ». ! M. Massis ne veut pas nous dire — mais son ardeur le trahit — l'enchanteur que fut Renan pour lui... « Renan avait l'oreille française », poursuit-il en citant Claudel, « le français est pour Renan une langue naturelle ». La dérobade est plaisante ; je n'en veux pas à M. Massis de s'y résoudre. Elle nous prouve seulement que l'auteur a fait du chemin et qu'il a su trouver des nourritures autrement

substantielles que celles que lui avait proposées Renan. M. Massis est un jeune homme : il agit à l'égard de ses affections littéraires comme le ferait un adolescent amoureux au moment de sa première rupture : une larme et un haussement d'épaules ; pas de vaine délectation. C'est ce balancement apparent qui donne au livre un accent de testament spirituel. En filigrane nous pouvons suivre toutes les étapes de l'auteur. Sous les « idées » apparaît le « visage » de M. Massis. Il y a donc loin de cette attitude au rôle « d'écho » que d'aucuns prétendent assigner à M. Massis dans la pensée française.

Restent les « Idées ». C'est par un artifice d'étude que je les ai distinguées des « Visages ». Nous connaissons les thèmes essentiels que M. Massis défend avec force et intelligence : refus des mystifications — il en est fait usage ici à propos de P. Teilhard de Chardin —, refus de la technocratie inhumaine, refus de cet « orgueil qui fixe le soleil », comme le disait Gœthe, « et suborne toutes les vertus à son service ».

M. Massis nous prouve qu'il est toujours à la pointe du combat contre l'informe et les idées vénéneuses.

Mais il ne dissocie jamais l'exposé de ses réflexions d'une méditation sur des visages. Son livre vaut par cette constante référence à des êtres qui furent ou sont encore pour lui de véritables compagnons de route.

G.D.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 27. Dépôt légal : 1er trimestre 1959.

